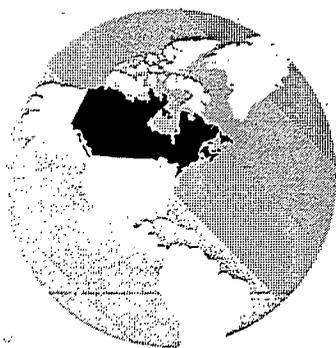


Moniteur micro-économique

QUEEN
HC
111
.M514
1998
no.4

IC

Incluant le rapport spécial :



Les régions du Canada et
l'économie du savoir

*Un élan irrésistible vers
un avenir prometteur*

Industry Canada
Library - Queen

JUN - 7 1999

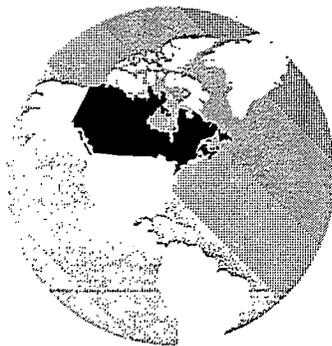
Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Quatrième trimestre de 1998

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie
Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à
http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

*M*oniteur micro-économique

Incluant le rapport spécial :



Les régions du Canada et
l'économie du savoir

*Un élan irrésistible vers
un avenir prometteur*

Quatrième trimestre de 1998

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie
Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à
http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Industry Canada
Library - Queen

JUN - 7 1999

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Table des matières

Aperçu	A
Scène canadienne	
Activité économique réelle	B
Revenus	C
Mouvements des prix	D
Situation du marché du travail	E
Variables financières	F
Finances publiques	G
Compétitivité	H
Comptes internationaux	I
Aperçu sectoriel	J
Rapport spécial	
Les régions du Canada et l'économie du savoir	
Introduction	K
Un élan irrésistible vers un avenir prometteur	L
Comment les régions s'adaptent-elles à l'économie du savoir?	M
L'état de l'économie du savoir au sein des régions canadiennes	N
Annexe	O

PostFix
MONTREAL, CANADA H1J 2K9
ILR213

Aperçu

La production a crû de 3,0 % en 1998 à la faveur d'un solide regain d'activité au quatrième trimestre...

Le PIB réel a augmenté de 3,0 % en 1998, grâce à un redressement marqué de l'activité au quatrième trimestre par suite de perturbations consécutives à des grèves. Il s'agit cependant là d'un ralentissement par rapport au rythme de croissance observé en 1997 (3,8 %).

- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement ont été très vigoureux, sous l'impulsion en particulier de l'augmentation des dépenses en ordinateurs. Les investissements dans la construction non résidentielle ont aussi augmenté en 1998, quoique plus lentement que l'année précédente.
- Les dépenses de consommation ont affiché un solide gain annuel, mais elles ont ralenti considérablement au cours du deuxième semestre de l'année. L'activité dans le secteur du logement a reculé en 1998, après avoir connu des augmentations de plus de 10 % au cours des deux périodes précédentes. La confiance des consommateurs a été ébranlée par l'effet déstabilisant de la crise asiatique sur les marchés financiers intérieurs.
- L'économie a profité de la hausse des exportations nettes réelles en 1998. Cependant, en raison de la détérioration des termes de l'échange (provoquée par la baisse des prix des produits de base), l'excédent commercial du Canada a chuté en termes nominaux, tandis que le déficit de la balance courante s'est accru.

L'économie a créé 453 000 nouveaux emplois nets en 1998, soit la meilleure année jusqu'à présent au cours de la présente décennie au chapitre de la création d'emplois. Cette solide performance — découlant surtout des gains notables observés à la fin de l'année — s'est poursuivie en janvier, alors que le taux de chômage tombait à 7,8 % (le taux le plus faible enregistré depuis juin 1990).

Le revenu des particuliers a augmenté de 3,8 % l'an dernier, soit la hausse la plus importante en trois ans. Malgré cela, la situation financière des ménages demeure fragile, l'épargne touchant un creux sans précédent et l'endettement atteignant un sommet.

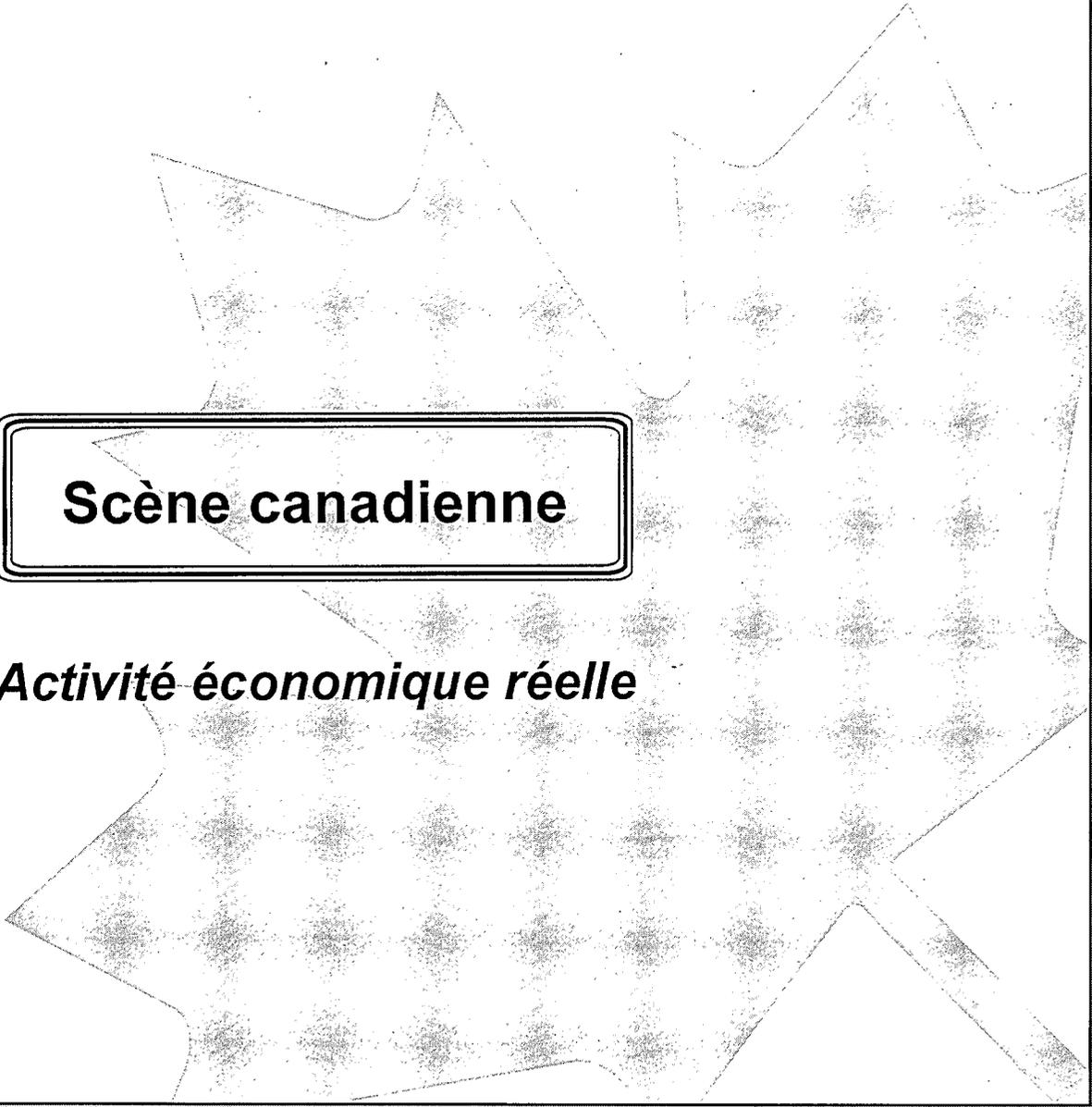
...mais la croissance devrait ralentir en 1999

Selon les prévisions consensuelles du secteur privé, la croissance devrait se chiffrer à 2,5 % en 1999.

- Les gains récents observés dans les domaines de l'emploi et des revenus augurent bien pour les dépenses de consommation, mais la fragilité des finances des ménages risque de limiter la hausse de celles-ci.
- La dernière Enquête sur les investissements privés et publics - Perspectives semble indiquer que les investissements des entreprises dans les usines et l'équipement baisseront légèrement cette année, le fléchissement des bénéfices (particulièrement dans le secteur des ressources) réduisant l'envergure des projets de dépense.
- La croissance robuste de l'économie américaine devrait contribuer à soutenir les ventes à l'exportation en 1999. Toutefois, les marchés en Asie et dans les autres pays directement touchés par les perturbations financières à l'échelle mondiale devraient demeurer anémiques.

Au plan sectoriel, cette année, les industries canadiennes axées sur les ressources devraient continuer à subir le contrecoup de la faiblesse des prix des produits de base et de la stagnation de la demande mondiale. Le secteur manufacturier devrait profiter de l'augmentation de la demande des consommateurs, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Dans le secteur des services, les services aux entreprises devraient continuer de croître à un rythme très rapide.

Le rapport spécial du présent numéro, intitulé « Les régions du Canada et l'économie du savoir - Élan irrésistible vers un avenir prometteur » décrit dans quelle mesure les régions sont bien placées pour profiter de l'avènement de l'économie du savoir. Les auteurs du rapport montrent que si toutes les régions font preuve d'un engagement solide envers la nouvelle économie et progressent de façon importante, il subsiste des différences en ce qui concerne leur « état de préparation » respectif à l'économie du savoir.



Scène canadienne

Activité économique réelle

La production a vu sa croissance accélérer au quatrième trimestre...

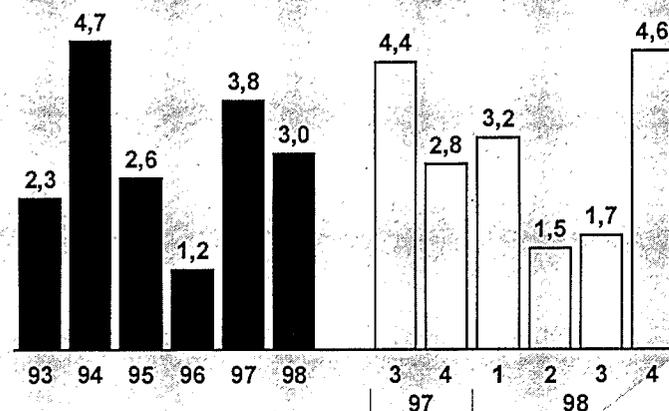
Le PIB réel a augmenté de 4,6 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1998, se redressant de façon appréciable après une période de faible croissance au milieu de l'année.

- La demande intérieure finale a progressé de 1,4 %, les dépenses de consommation croissant seulement de façon modérée. Les investissements dans les machines et l'équipement (M&É) ont enregistré un solide gain, cependant, et le secteur du logement s'est redressé, après avoir essuyé trois baisses consécutives.
- Les entreprises ont accru considérablement leurs stocks, au quatrième trimestre, ce qui a fortement stimulé la production. Le secteur du commerce a également contribué à la croissance de la production.

Pour l'ensemble de 1998, l'économie a crû de 3,0 %, rythme inférieur au taux de croissance de 3,8 % observé en 1997.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

... grâce à l'accroissement considérable des stocks...

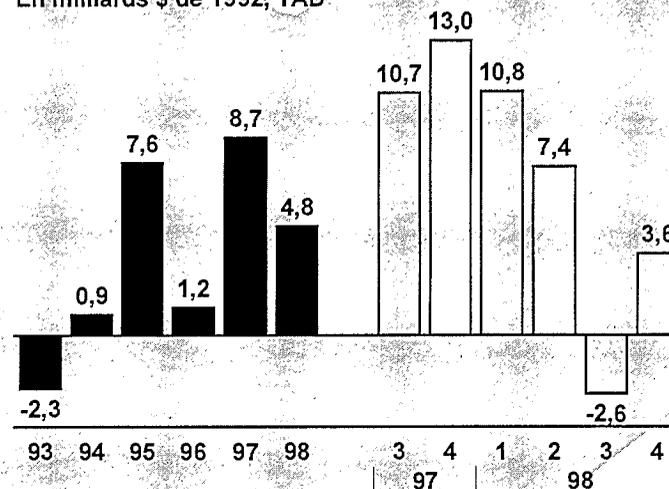
Après avoir laissé fondre leurs stocks au troisième trimestre, les entreprises non agricoles ont, au quatrième trimestre, reconstitué leurs stocks à hauteur de 3,6 milliards de dollars.

- Le redressement de 6,1 milliards de dollars résultant de cet investissement dans les stocks représente environ les deux tiers de l'augmentation totale du PIB réel au cours du trimestre.

La reconstitution des stocks a surtout été observée dans le commerce de gros et de détail, dans la foulée de la liquidation des stocks des fabricants.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

En milliards \$ de 1992, TAD



Source : Statistique Canada

...à l'augmentation des investissements dans les M&É...

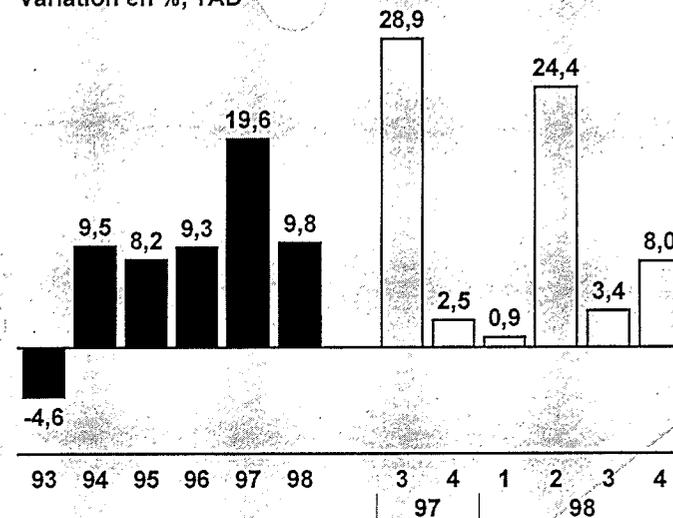
Les investissements des entreprises dans les M&É ont progressé considérablement au quatrième trimestre, sous l'impulsion de la croissance des ventes d'ordinateurs et de l'autre matériel de bureau.

Pour l'ensemble de l'année 1998, les investissements dans les M&É se sont accrus de 9,8 %, solide résultat mais chiffre néanmoins inférieur de moitié à la hausse enregistrée en 1997.

- D'une année à l'autre, les investissements dans les ordinateurs et autre matériel de bureau ont grimpé de près de 30 %.

Investissements réels dans les machines et l'équipement

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

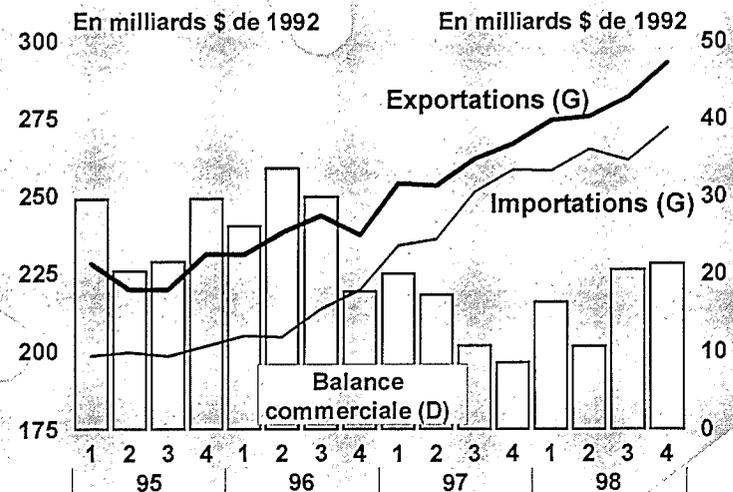
...et à la hausse des exportations nettes

La hausse marquée des expéditions de véhicules automobiles a fait grimper les exportations totales de 16,2 % (taux annuel) au quatrième trimestre. Les concessionnaires américains ont reconstitué leurs stocks par suite de la grève survenue l'été dernier chez GM.

- Bien que les importations aient aussi monté en flèche (+15,5 %) au quatrième trimestre, l'excédent commercial réel du Canada s'est légèrement amélioré.

L'expansion des exportations a dépassé celle des importations en 1998. Le secteur du commerce a donc contribué à la croissance de la production d'une année à l'autre.

Exportations et importations réelles de marchandises



Source : Statistique Canada

Cependant, les dépenses de consommation ont ralenti considérablement...

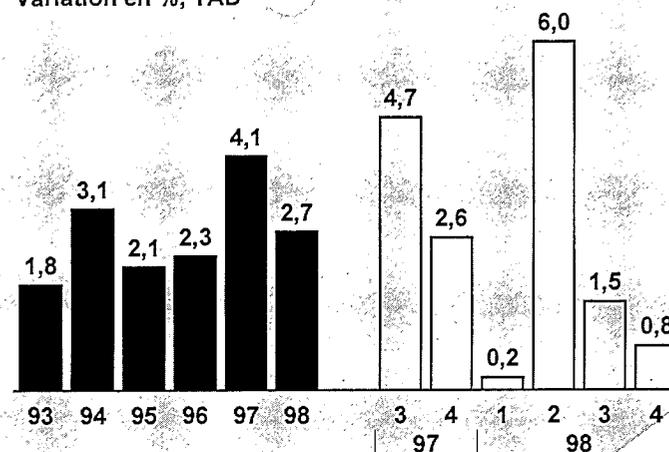
Après avoir grimpé en flèche au deuxième trimestre, surtout en raison de l'augmentation des ventes de véhicules automobiles, les dépenses de consommation ont ralenti de façon marquée au deuxième semestre de 1998.

- Les dépenses de consommation réelles n'ont progressé que de 0,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre. Les achats de biens ont fléchi dans chacune des principales catégories (biens durables, semi-durables et non durables), mais ce repli a été contrebalancé par la hausse des dépenses en services.

Pour l'ensemble de 1998, les dépenses de consommation ont crû de 2,7 %. Ce ralentissement notable de la croissance par rapport à 1997 s'explique par la baisse de la confiance des consommateurs et la fragilité des finances des ménages.

Croissance des dépenses de consommation réelles

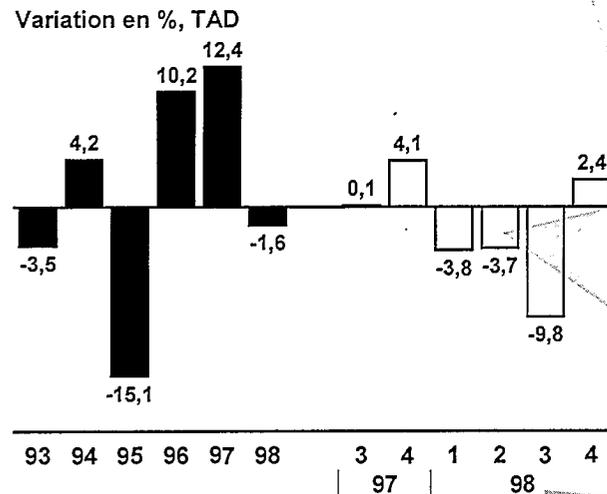
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

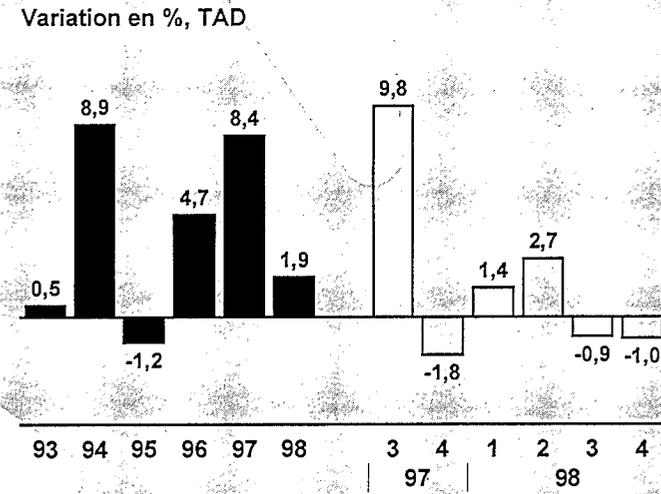
...et la construction non résidentielle s'est essouffée

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

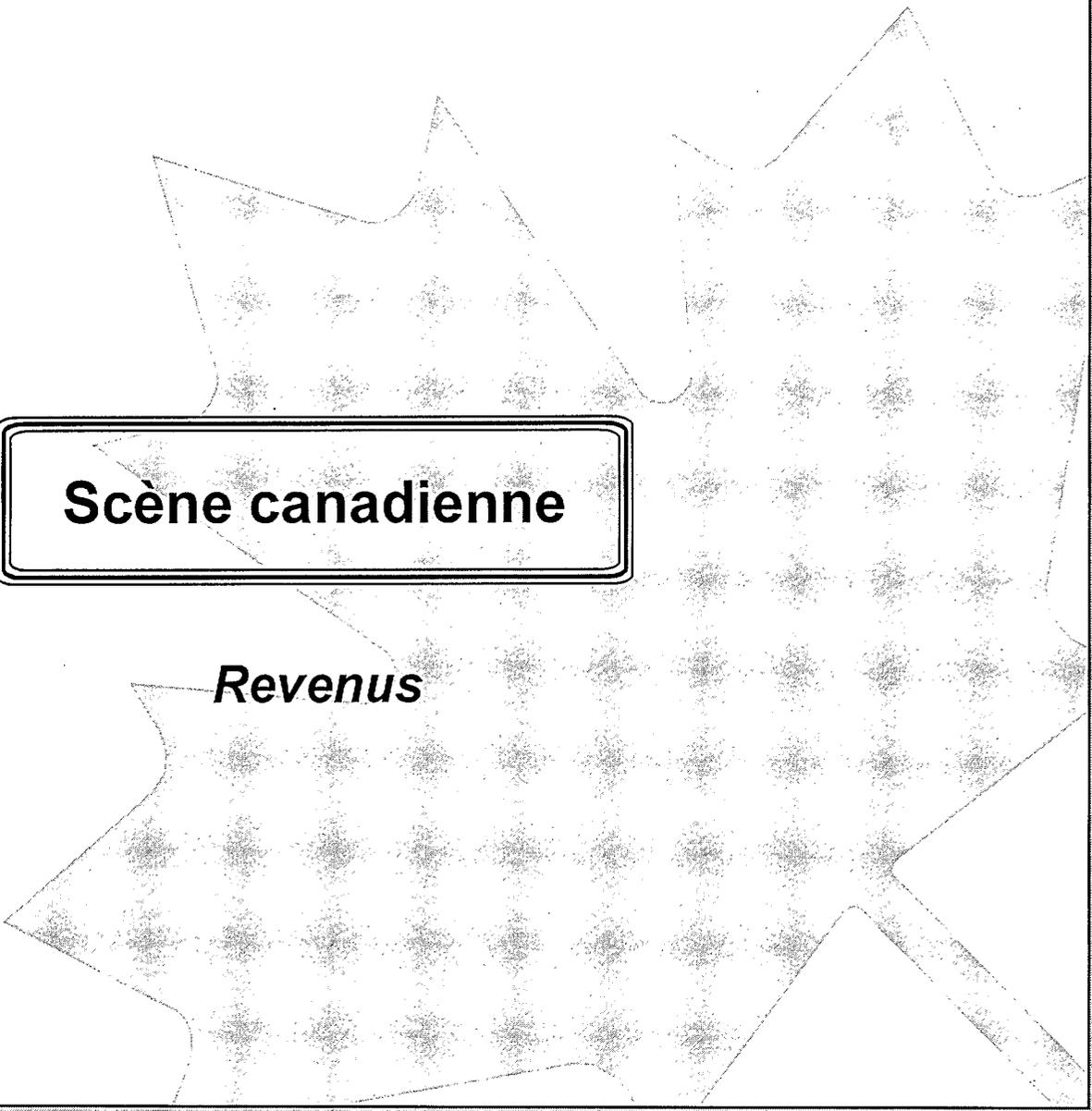
Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

Les dépenses dans le secteur de la construction non résidentielle ont chuté au quatrième trimestre, soit le deuxième repli consécutif. L'accroissement des dépenses dans la construction d'immeubles n'a pas suffi pour compenser la baisse d'activité dans le domaine des travaux de génie.

La construction résidentielle s'est redressée de façon modérée au quatrième trimestre, forte des gains observés dans la construction de nouveaux logements et dans la rénovation. Malgré la hausse enregistrée au quatrième trimestre (la première en quatre trimestres), l'activité dans le secteur du logement a fléchi dans l'ensemble en 1998.



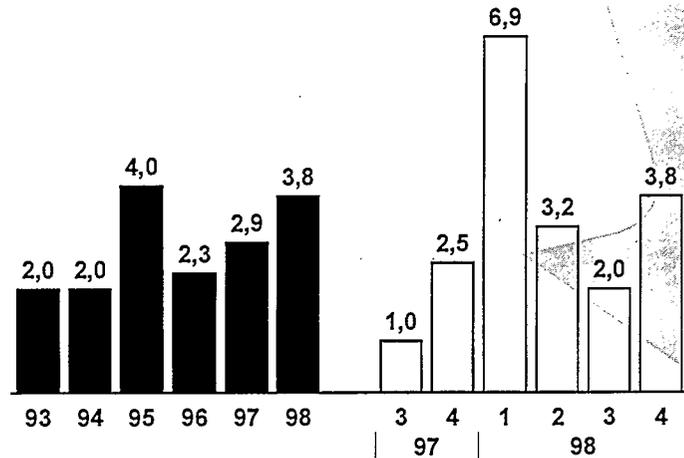
Scène canadienne

Revenus

Malgré l'intensification de la croissance du revenu des particuliers...

Croissance du revenu des particuliers

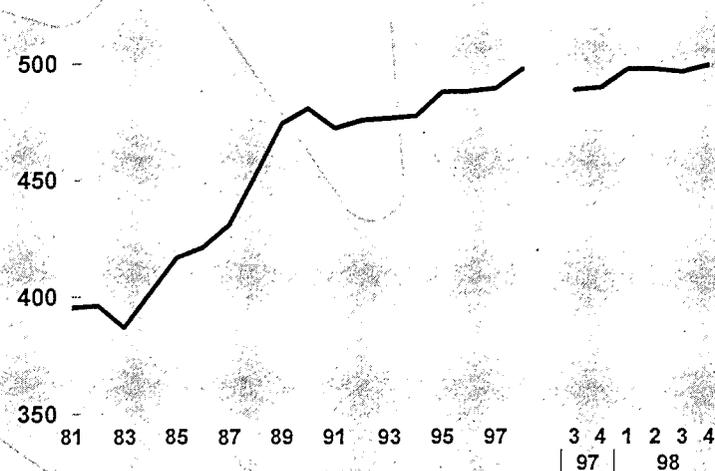
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*

En milliards \$ de 1992, TAD



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Le revenu des particuliers a progressé de 3,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1998, à la faveur du règlement des conflits de travail dans un certain nombre d'industries et de la hausse des revenus des entreprises non constituées en société.

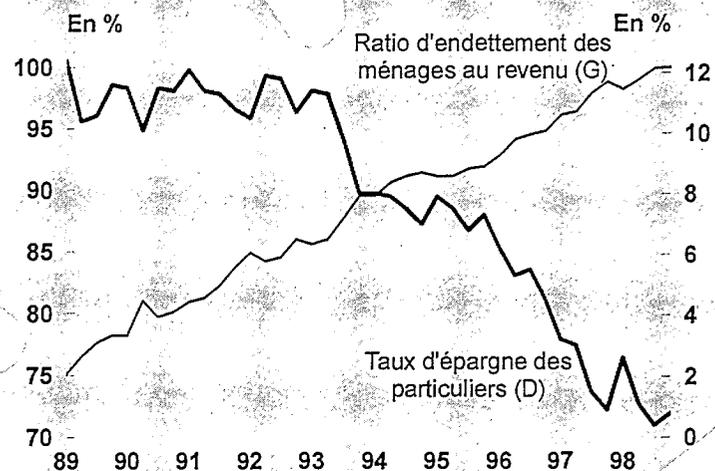
Pour l'ensemble de l'année 1998, le revenu des particuliers a également augmenté de 3,8 %, soit la plus forte hausse observée en trois ans. Toutefois, l'augmentation plus importante des sommes recueillies au titre de l'impôt sur le revenu et des autres transferts aux administrations publiques ont freiné la hausse du revenu des particuliers en 1998. Le revenu disponible ne s'est donc accru que de 3,1 %, bien qu'il s'agisse là de l'accroissement annuel le plus notable observé depuis 1995.

...la situation financière des ménages reste fragile

La hausse des revenus a dépassé celle des dépenses de consommation au quatrième trimestre, ce qui a permis au taux d'épargne d'augmenter de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 0,8 %.

Par contre, le ratio d'endettement des ménages a progressé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 100 %, en raison de l'augmentation et du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire.

Taux d'endettement et d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

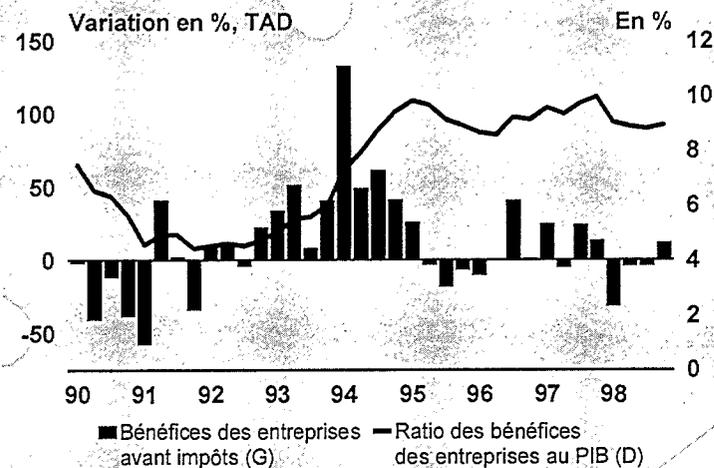
Les bénéfices se sont redressés à la fin de l'année mais ils ont fléchi d'une année à l'autre

Les bénéfices des entreprises ont baissé sensiblement au cours des trois premiers trimestres de l'année, frappés durement par la faiblesse des prix des principaux produits de base.

Les bénéfices se sont redressés quelque peu au quatrième trimestre, mais en fin de compte ils ont fléchi de 5,3 % en 1998 en raison du repli observé au cours des autres trimestres.

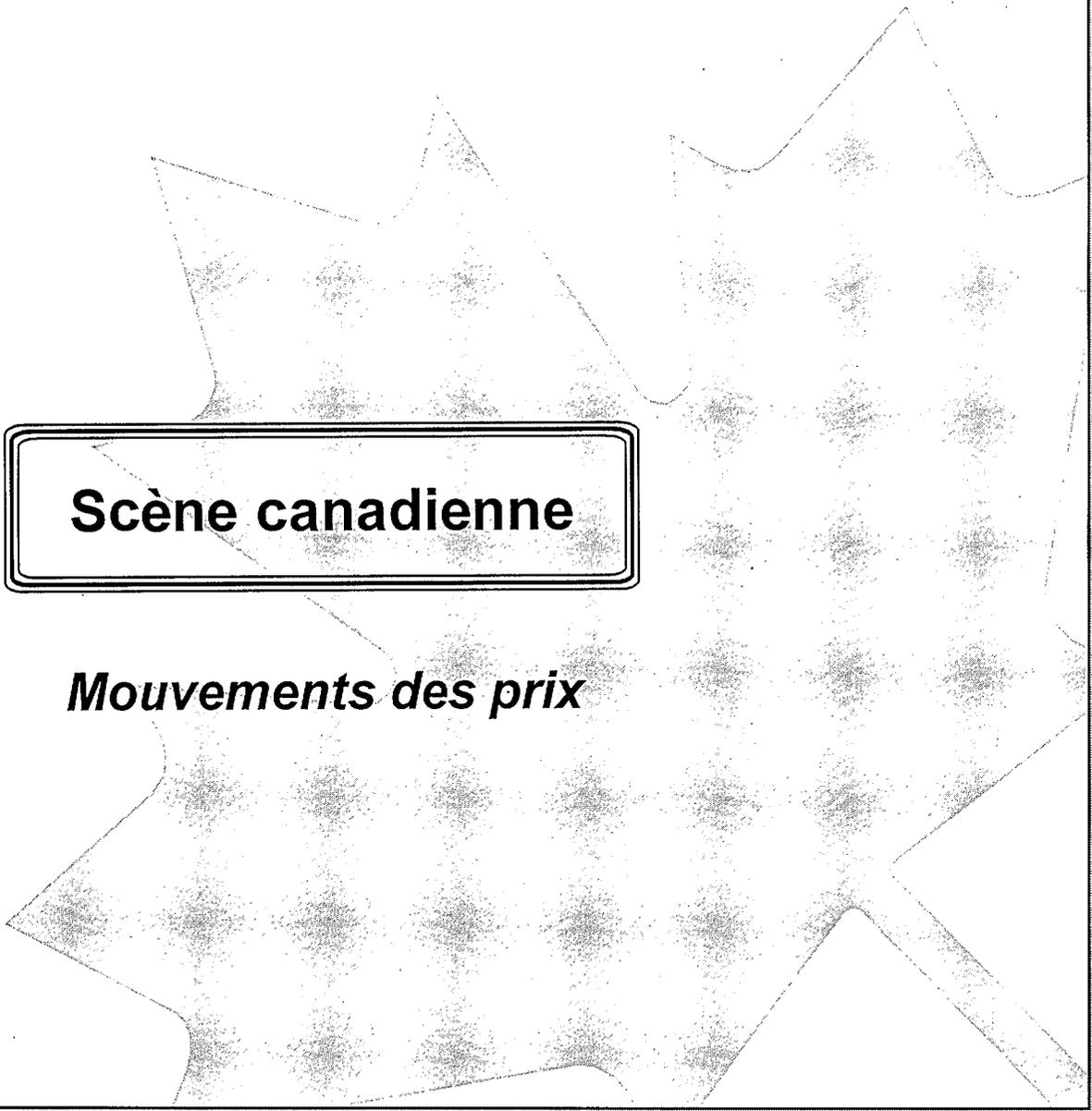
- Compte tenu de la situation moins reluisante des bénéfices, l'accroissement récent des investissements des entreprises a été financé à l'aide d'emprunts.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada





Scène canadienne

Mouvements des prix

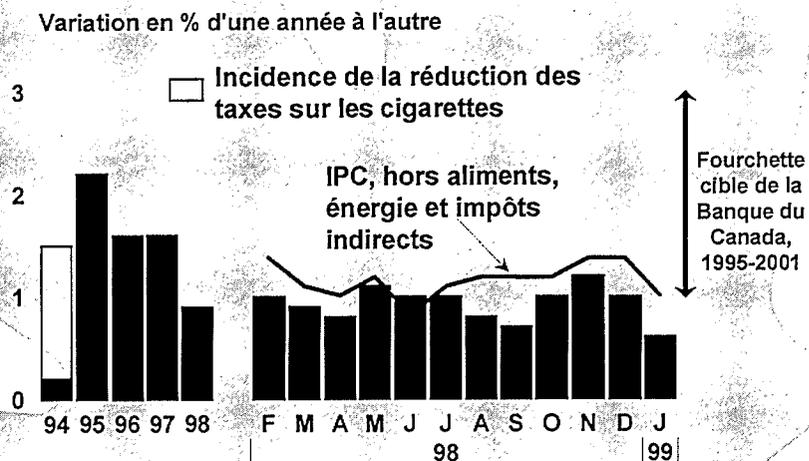
L'inflation continue de fléchir...

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,9 % en 1998. Hormis 1994 (lorsque la réduction des taxes sur les cigarettes influait sur la mesure de l'inflation), il s'agit là du plus faible taux annuel d'inflation observé depuis le milieu des années 50.

L'inflation mesurée par l'IPC a baissé encore davantage en janvier, pour se fixer à 0,6 %. De plus, les prix, en moyenne, enregistrés dans les quatre provinces de l'Atlantique se sont repliés d'une année à l'autre.

- Le taux d'inflation « de base » — qui exclut les composantes instables que sont les aliments et l'énergie ainsi que l'incidence des impôts indirects — est tombé à 1,0 %, c'est-à-dire à la limite inférieure de la fourchette cible de 1 % à 3 %, établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.

Indice des prix à la consommation



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

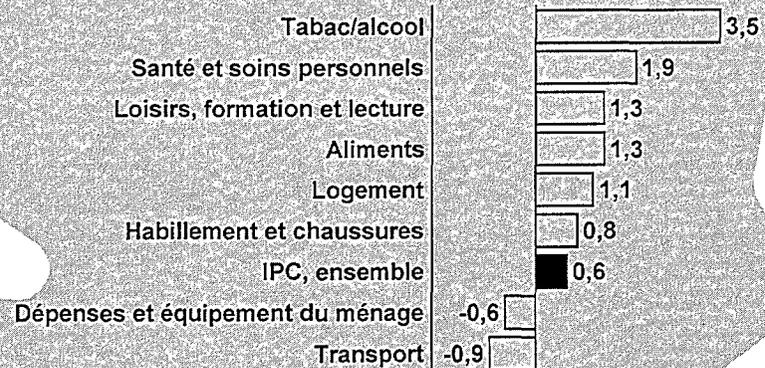
...sous l'effet de la diminution des coûts du transport et des dépenses des ménages...

La diminution considérable, d'une année à l'autre, des prix des services téléphoniques interurbains, du matériel informatique, de l'essence et des autres carburants a contribué à maintenir l'inflation à un faible niveau.

Les pressions à la hausse exercées sur le niveau moyen des prix viennent de l'augmentation des coûts des aliments, du gaz canalisé et de la câblodistribution. La majoration des frais de scolarité et des impôts fonciers a également contribué à l'augmentation de l'IPC.

Composantes de l'IPC : janvier 1999

Variation des prix d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada

...et de la baisse marquée des prix des principaux produits de base

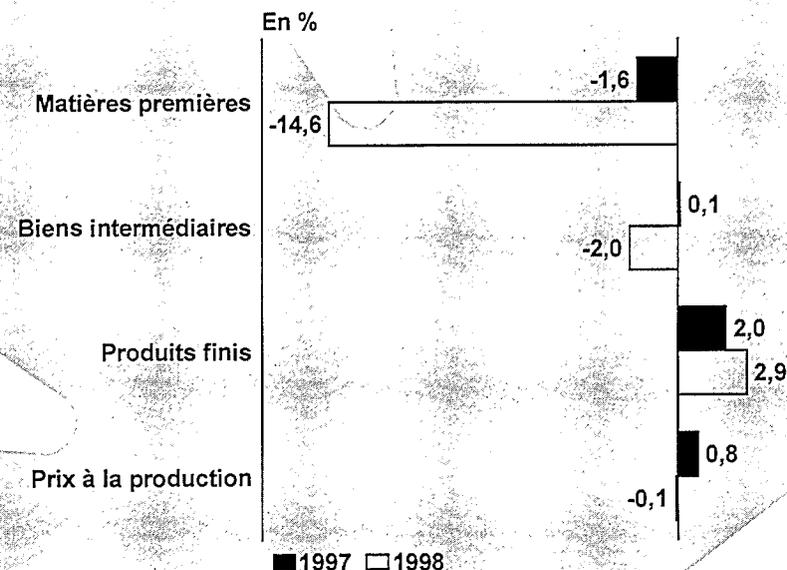
La crise asiatique et l'offre excédentaire à l'échelle mondiale ont entraîné un repli notable des prix des produits de base. Les fabricants ont payé près de 15 % de moins pour leurs matières premières en 1998, soit le plus important recul annuel observé en douze ans.

- Les prix du pétrole brut ont chuté de 27 % en 1998, et les prix du porc, de 35 %. En raison de la baisse des prix du cuivre, du nickel et du zinc, les prix des métaux non ferreux ont diminué de 13 %, les prix du bois ont pour leur part fléchi de 15 % d'une année à l'autre.

Les prix des produits industriels — les prix qu'obtiennent les producteurs au départ de l'usine — ont légèrement fléchi (- 0,1 %) en 1998.

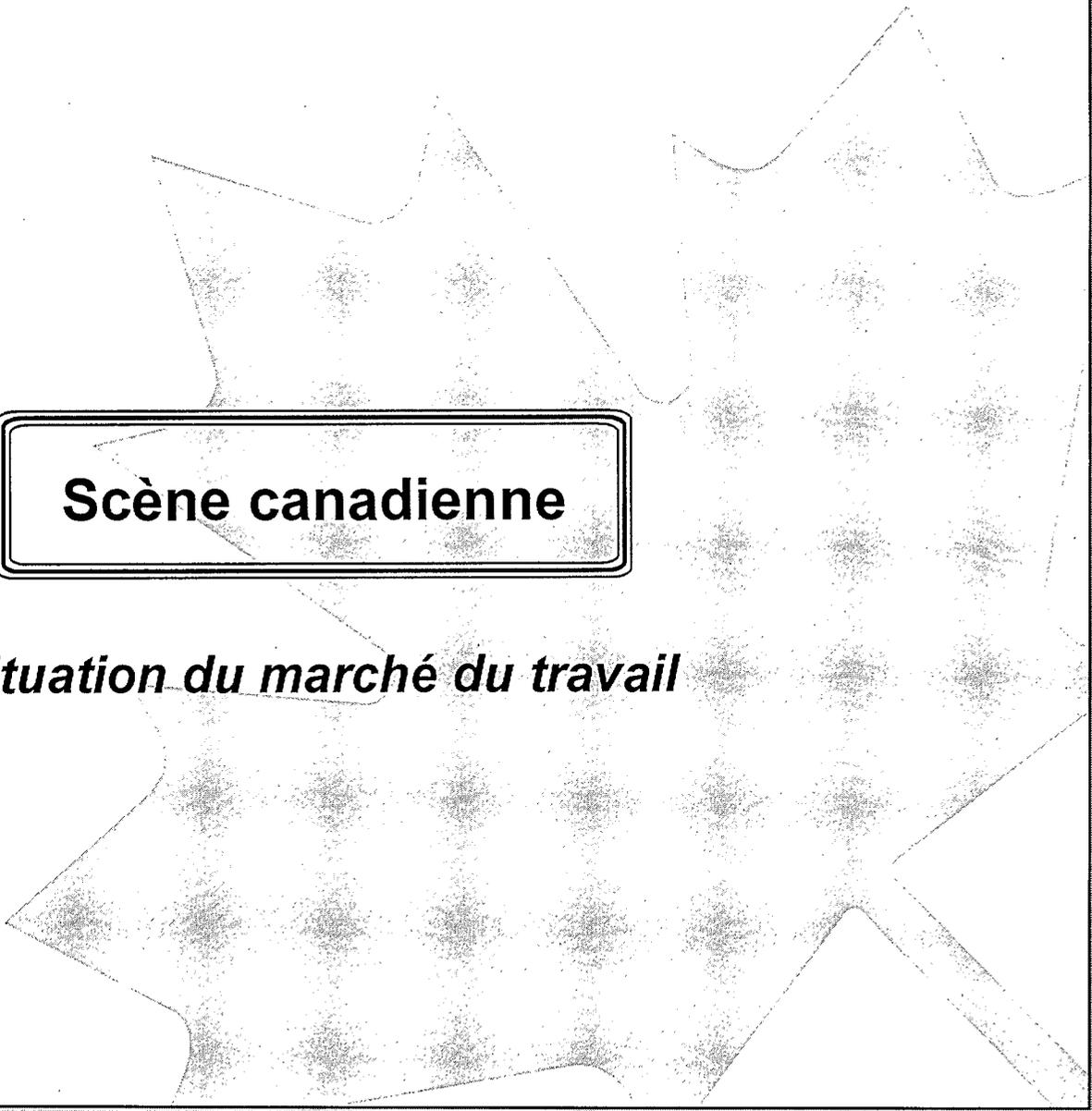
- Si le dollar canadien ne s'était pas déprécié de façon aussi marquée, le fléchissement aurait été plus important (-2,1 %). Le repli du dollar fait grimper le prix, en dollars canadiens, des produits, dont les prix sont généralement fixés en dollars américains.

Chaîne de prix



Source : Statistique Canada





Scène canadienne

Situation du marché du travail

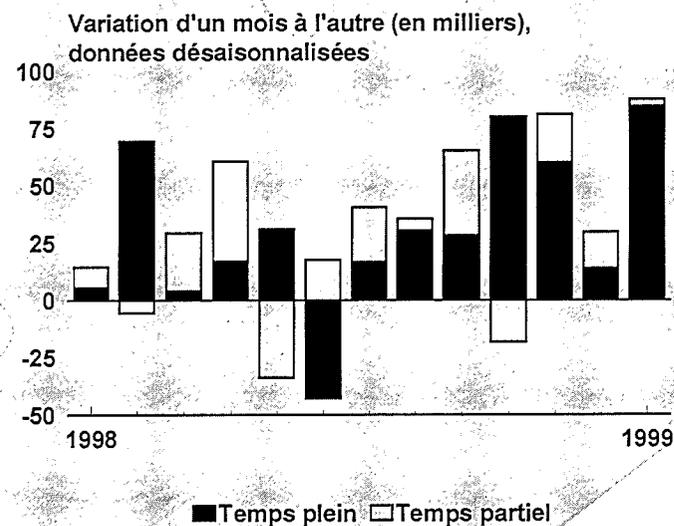
La solide tenue du marché du travail en 1998 s'est poursuivie en janvier...

Au cours de la présente décennie, 1998 a été la meilleure année jusqu'à présent au chapitre de la croissance de l'emploi, forte d'une augmentation nette de 453 000 emplois. Quelque 300 000 de ces emplois ont été créés durant les six derniers mois de l'année.

- L'emploi à temps plein est intervenu pour un peu plus des deux tiers du nombre total d'emplois créés.
- De plus, après une période prolongée de faiblesse remontant au milieu des années 80, l'emploi chez les jeunes a grimpé en flèche (145 000) en 1998.

Le dynamisme du marché du travail, qui s'est amplifié pendant le dernier semestre de 1998, s'est maintenu au début de 1999, où l'on a observé la création de 87 000 nouveaux emplois en janvier (la presque totalité à temps plein).

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

...à la fois dans le secteur privé et le secteur public

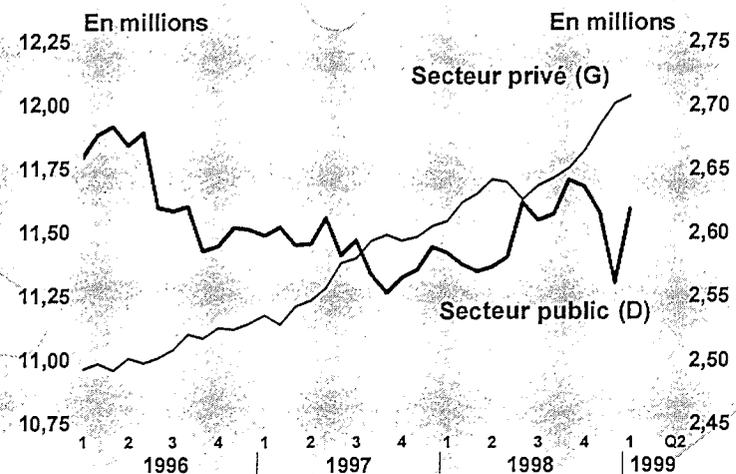
Le secteur privé demeure, et de loin, la plus importante source de croissance de l'emploi dans l'économie.

- Depuis le début de 1998, ont augmenté à la fois le nombre d'emplois rémunérés dans le secteur privé (+391 000) et le nombre de travailleurs autonomes (+120 000).

Le secteur public, pour sa part, renversant une tendance à la baisse amorcée il y a cinq ans, a montré quelques signes de redressement de l'emploi en 1998.

- En fait, s'il n'avait pas connu un repli notable en décembre (annulé subséquemment en janvier), l'emploi dans le secteur public progressait à un rythme tel qu'il aurait enregistré sa plus forte hausse depuis 1991.
- La croissance de l'emploi dans les services de santé, sociaux et de l'enseignement a été particulièrement vigoureuse.

Emploi : secteur privé vs secteur public

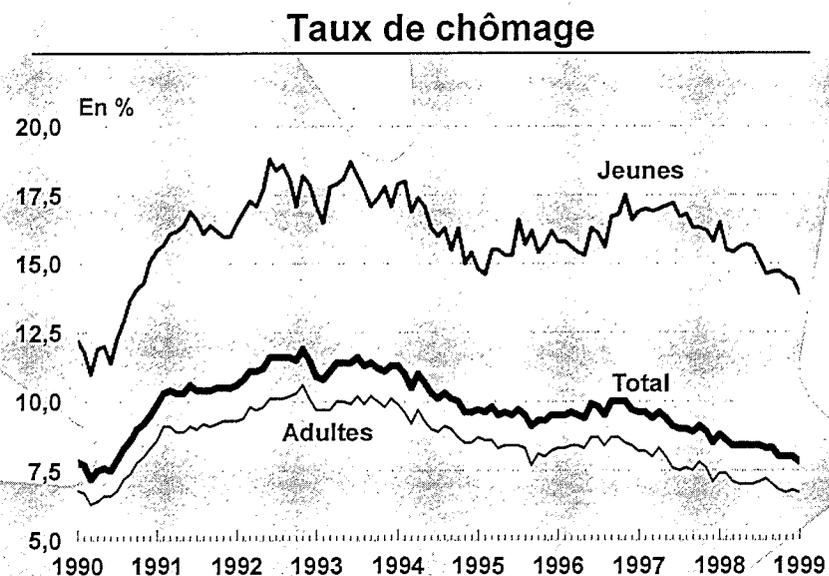


Source : Statistique Canada

Le taux de chômage au Canada est tombé sous la barre des 8 %...

En janvier, le taux de chômage national a fléchi de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 7,8 %, son niveau le plus bas depuis juin 1990.

- Dans la foulée de la vigoureuse croissance de l'emploi, le taux de chômage chez les jeunes s'est replié de 1,9 point de pourcentage l'an dernier, pour s'établir à 13,9 % en janvier.
- En comparaison, le taux de chômage chez les adultes a diminué de manière relativement modeste (-0,4 point) pour se fixer à 6,7 %.



Source : Statistique Canada

...et il a baissé dans la plupart des provinces

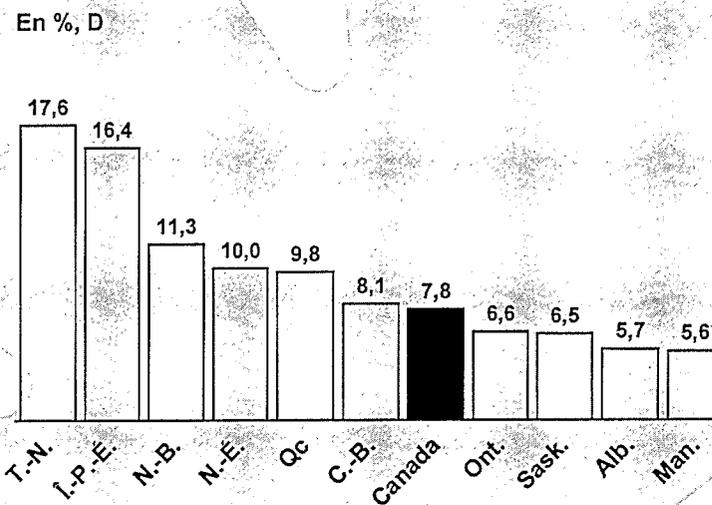
En 1998, l'emploi a augmenté dans chacune des provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard.

- En fait, la croissance de l'emploi a dépassé les 3,0 % au Nouveau-Brunswick, en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec.

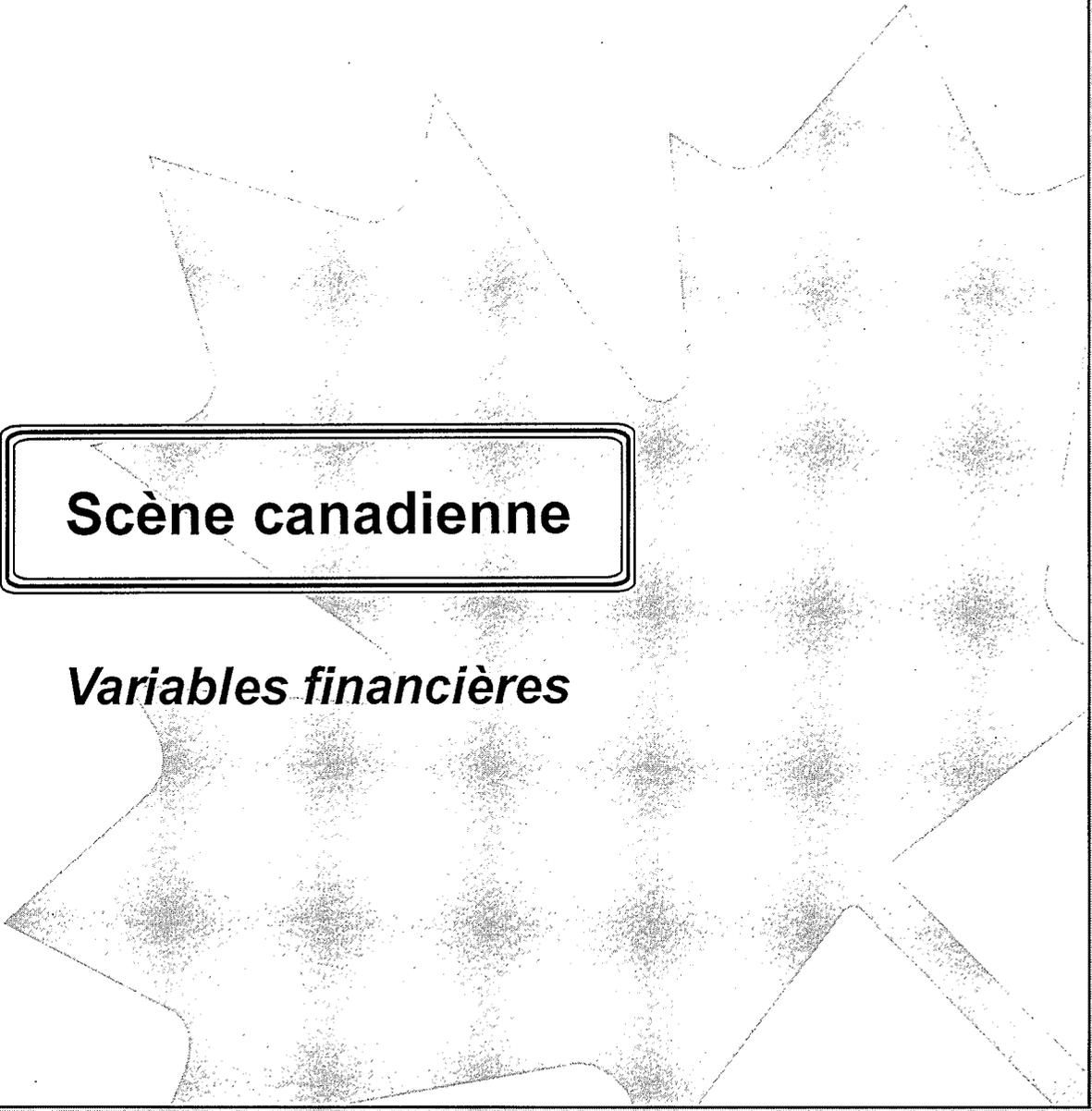
Le plus important repli du taux de chômage d'une année à l'autre a été observé au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario.

- Malgré la progression de l'emploi, le taux de chômage s'est accru d'une année à l'autre à Terre-Neuve, en Saskatchewan et au Manitoba, en raison de la croissance plus vigoureuse de la population active.

Taux de chômage : Janvier 1999



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Variables financières

Les taux à court terme demeurent stables...

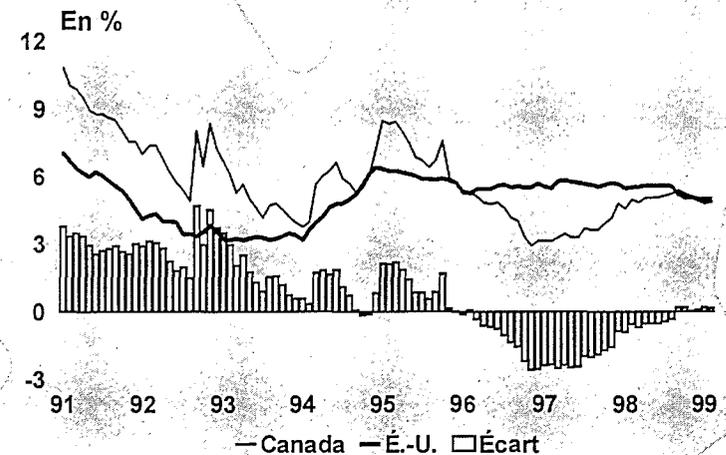
En août, la Banque du Canada a relevé de 100 points de base le taux directeur en vue de défendre le dollar, en pleine chute. Elle a subséquemment retranché progressivement 75 points de base, emboitant chaque fois le pas à la Réserve fédérale aux États-Unis.

Depuis novembre, cependant, les taux d'intérêt à court terme sont demeurés pratiquement inchangés au Canada.

- Néanmoins, l'écart entre le Canada et les États-Unis s'est creusé légèrement, les perturbations observées sur les marchés financiers mondiaux ayant fait diminuer les taux américains.

Certains analystes prévoient que la Réserve fédérale sera bientôt forcée de relever le taux des fonds fédéraux afin de modérer la trop grande robustesse de l'économie américaine. Cela pourrait exercer des pressions à la hausse sur les taux canadiens.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : février 1999

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

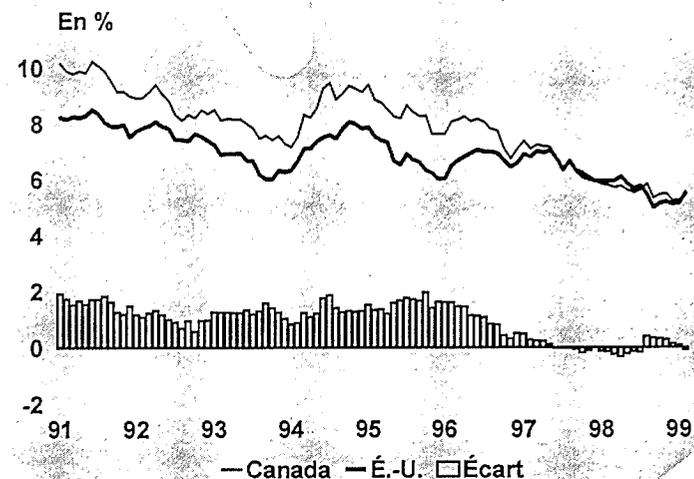
...mais la menace d'une hausse des taux aux États-Unis fait grimper le rendement des obligations...

À la fin de février, les taux à long terme ont augmenté en réponse à la publication d'une série de données économiques selon lesquelles la croissance est plus vigoureuse que prévu en Amérique du Nord.

- Comme la liquidation des obligations sur le marché obligataire a été prononcée aux États-Unis, les taux à long terme canadiens sont maintenant inférieurs aux taux américains, et ce, pour la première fois depuis juillet.

La hausse des taux à long terme exerce des pressions à la hausse sur les taux hypothécaires. Le taux hypothécaire à cinq ans, après être tombé à un niveau plancher record en décembre (6,6 %), s'est accru de 30 points de base en janvier, puis de 25 points à la fin de février.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : février 1999

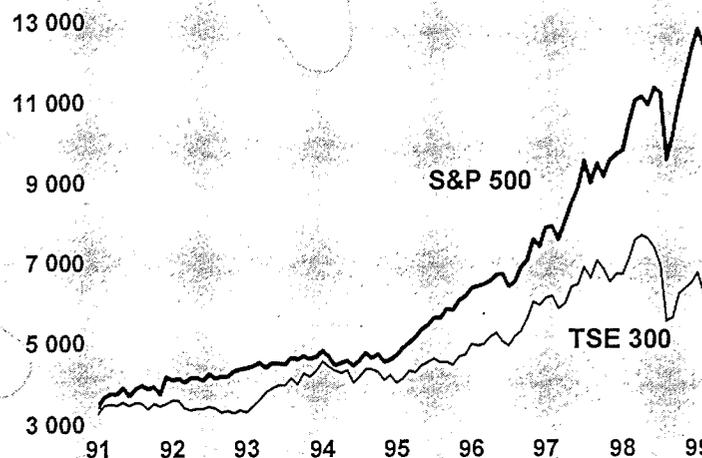
Source : Banque du Canada, obligation à long terme du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

...provoque une liquidation des actions sur les marchés boursiers...

L'augmentation du rendement des obligations a réduit l'attrait exercé par les actions. Les craintes d'une décélération de la croissance des bénéfiques, particulièrement dans le secteur de la technologie de pointe, ont aussi affaibli les cours des actions.

Le TSE 300 a touché son creux des quatre derniers mois, le 3 mars, effaçant les solides gains enregistrés au début de l'année. Malgré un rebond subséquent, le 5 mars, les cours des actions étaient encore inférieurs en glissement annuel.

Indices boursiers



Dernières données du graphique : février 1999

Source : Statistique Canada

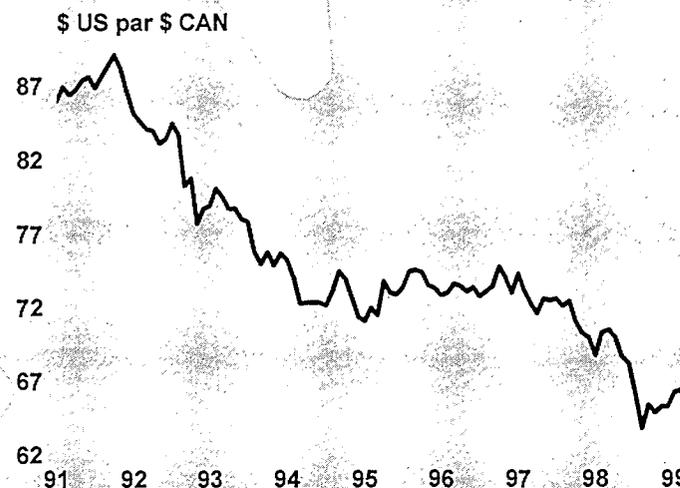
...et ravive les pressions sur le dollar canadien

Après avoir touché un creux record de 63,31 cents US à la fin d'août, le dollar canadien s'est redressé graduellement.

D'ailleurs, au début de février, sous l'impulsion d'un regain d'optimisme à l'égard des économies de l'Asie et d'une baisse des taux d'intérêt plus importante que prévu en Europe, le dollar a dépassé le cap des 67 cents US pour la première fois depuis juillet.

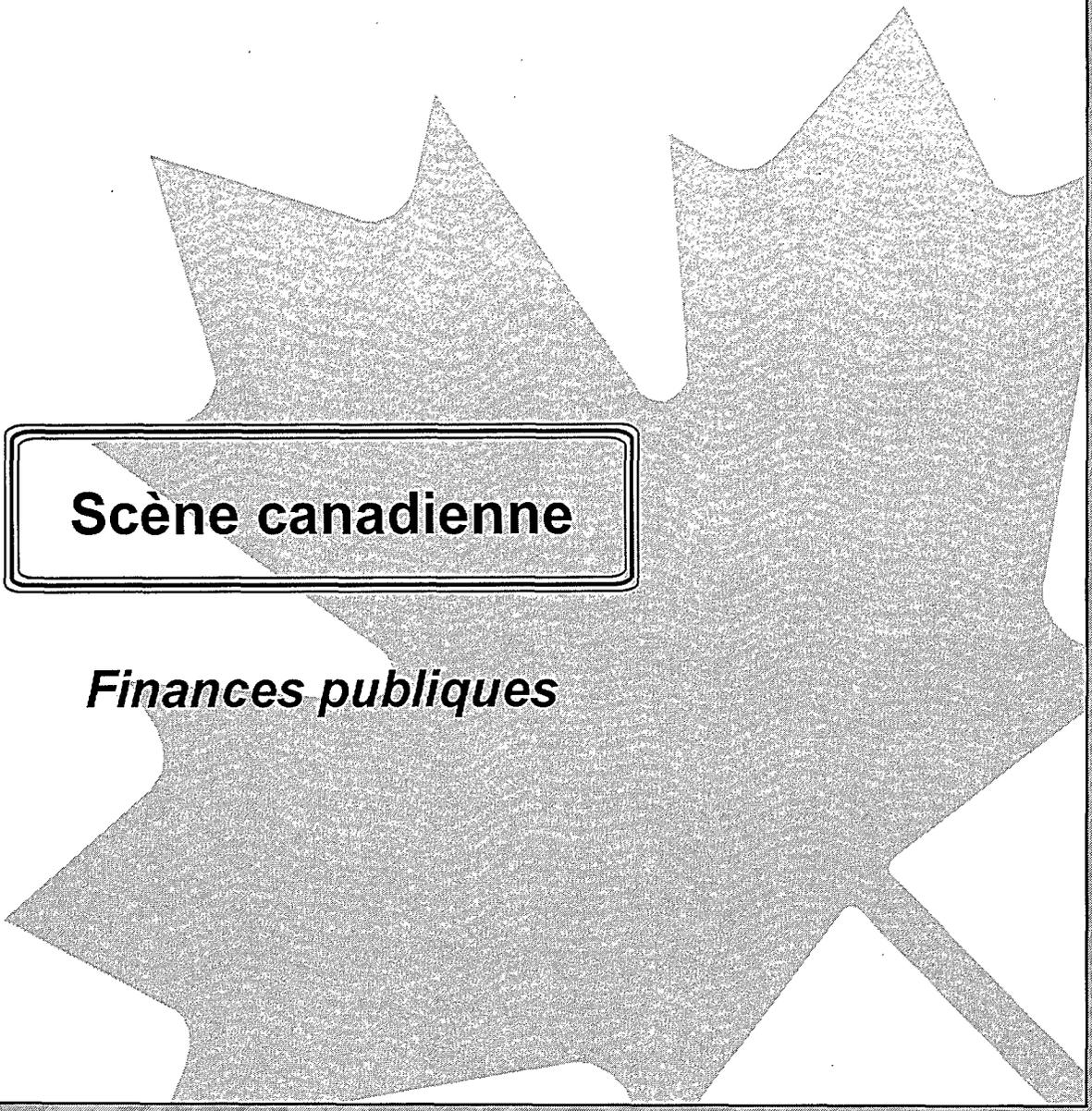
- Au début de mars, cependant, la crainte d'une augmentation du déficit de la balance courante au Canada et la possibilité d'un relèvement des taux aux États-Unis ont ravivé les pressions à la baisse sur le dollar, qui est tombé sous la barre des 66 cents US.

Taux de change Canada-É.-U.



Dernières données du graphique : 3 mars 1999

Source : Banque du Canada



Scène canadienne

Finances publiques

Le budget fédéral est équilibré pour une deuxième année consécutive

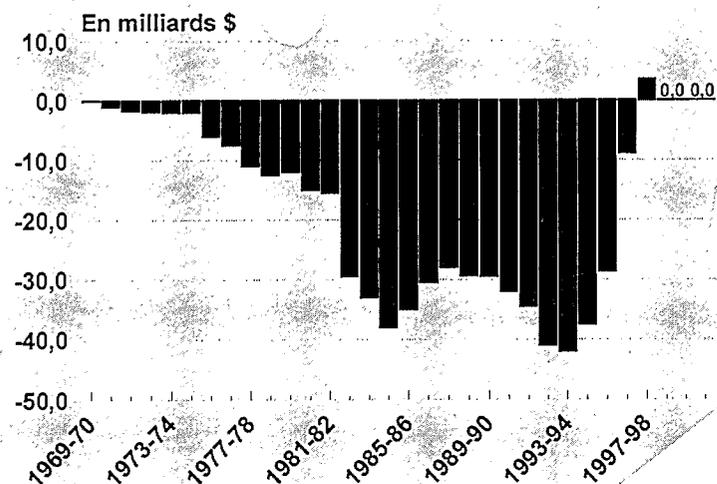
Le ministre des Finances, Paul Martin, a annoncé que, après avoir affiché un excédent de 3,5 milliards de dollars lors du dernier exercice (le premier en 28 ans), le budget devrait être équilibré - ou excédentaire - au cours du présent exercice (1998-1999).

- Comme on prévoit l'atteinte de l'équilibre budgétaire durant les deux prochains exercices, le budget sera donc équilibré pendant quatre années consécutives - ce ne sera que la troisième fois depuis la Confédération que l'on observera cela.
- Selon les normes comptables utilisées par la plupart des autres pays, le gouvernement fédéral affichera un excédent financier de 11,5 milliards de dollars cette année.

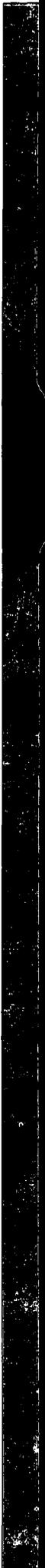
La poursuite de la croissance de l'économie et l'utilisation de la réserve pour éventualités (si elle n'est pas nécessaire) pour rembourser la dette contribueront à faire diminuer le ratio de la dette au PIB, qui passera sous la barre des 62 % d'ici 2000-2001, comparativement à un sommet de 71 % en 1995-1996.

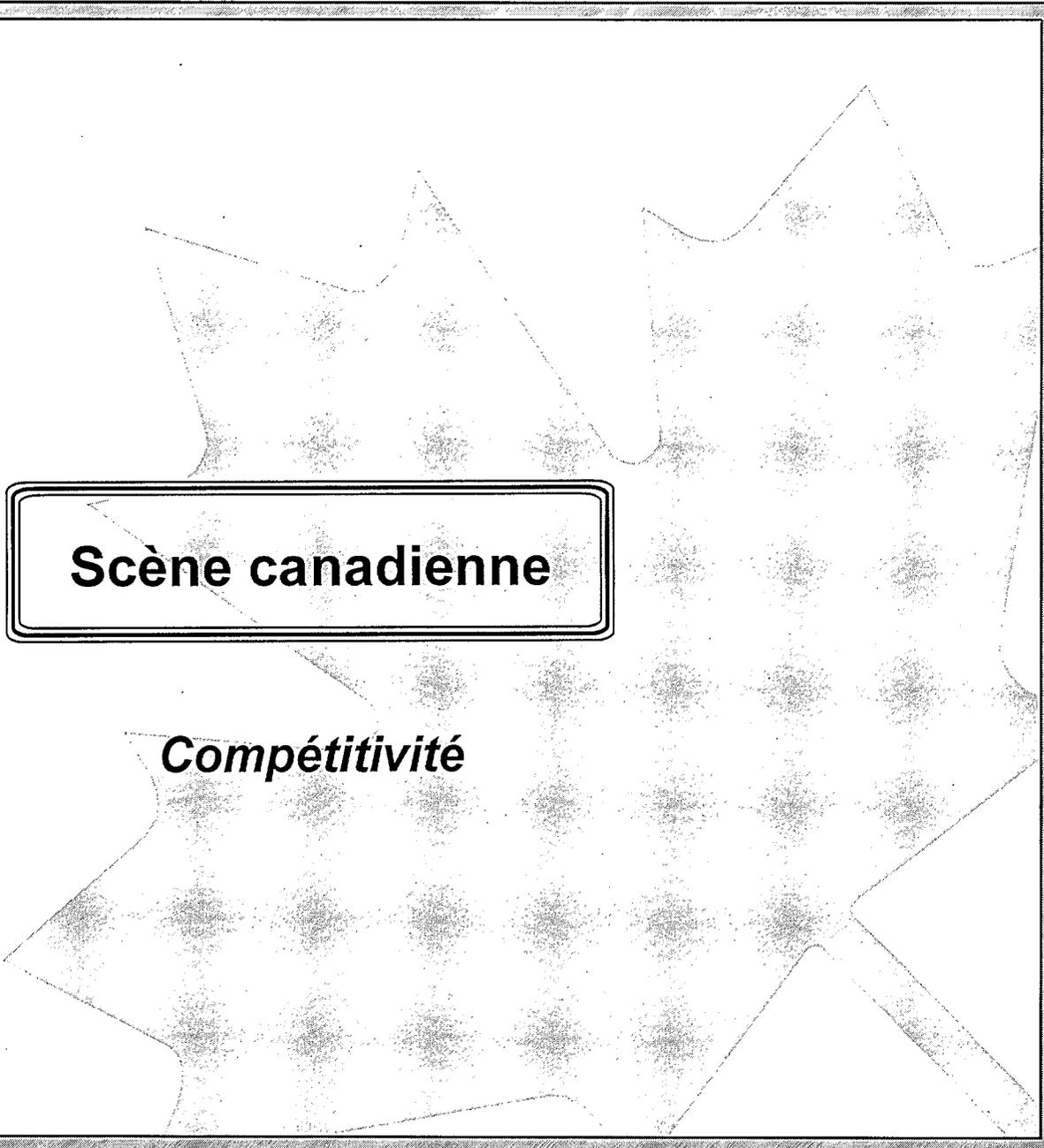
Quatre provinces et un territoire devraient également présenter un budget équilibré ou excédentaire au cours du présent exercice.

Solde budgétaire fédéral
Selon les comptes publics



Source : Ministère des Finances (Canada)





Scène canadienne

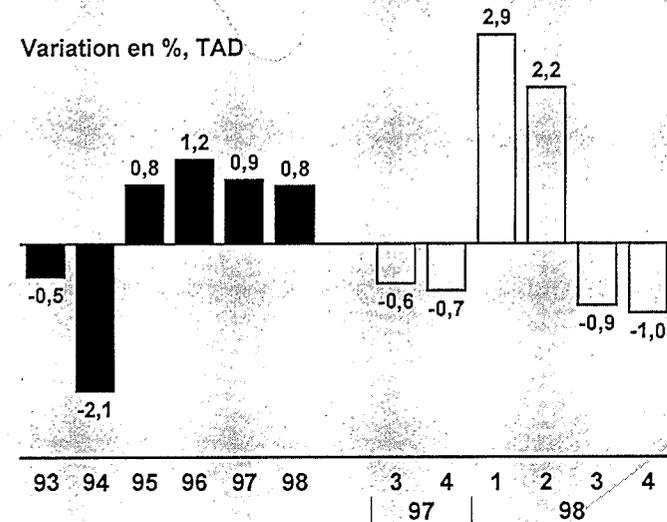
Compétitivité

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre n'ont que légèrement augmenté en 1998...

Au cours des deux derniers trimestres de 1998, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont fléchi, la production augmentant à un rythme plus rapide que la masse salariale totale.

D'une année à l'autre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont progressé modestement (0,8 %), soit à peu près au même rythme que l'an dernier.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre



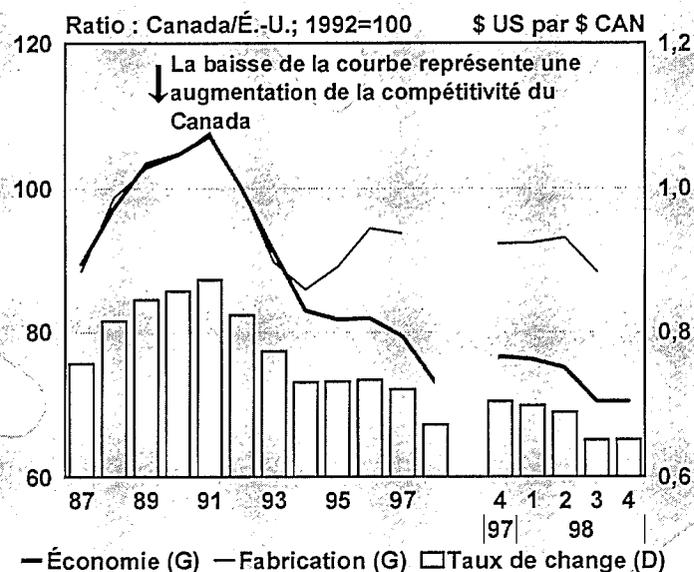
Source : Calculs d'Industrie Canada

...et le Canada a vu sa compétitivité s'améliorer à la faveur du repli du dollar

À l'échelle de l'économie et selon une devise commune, les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) ont fléchi de 8,1 % au Canada comparativement aux États-Unis, en 1998.

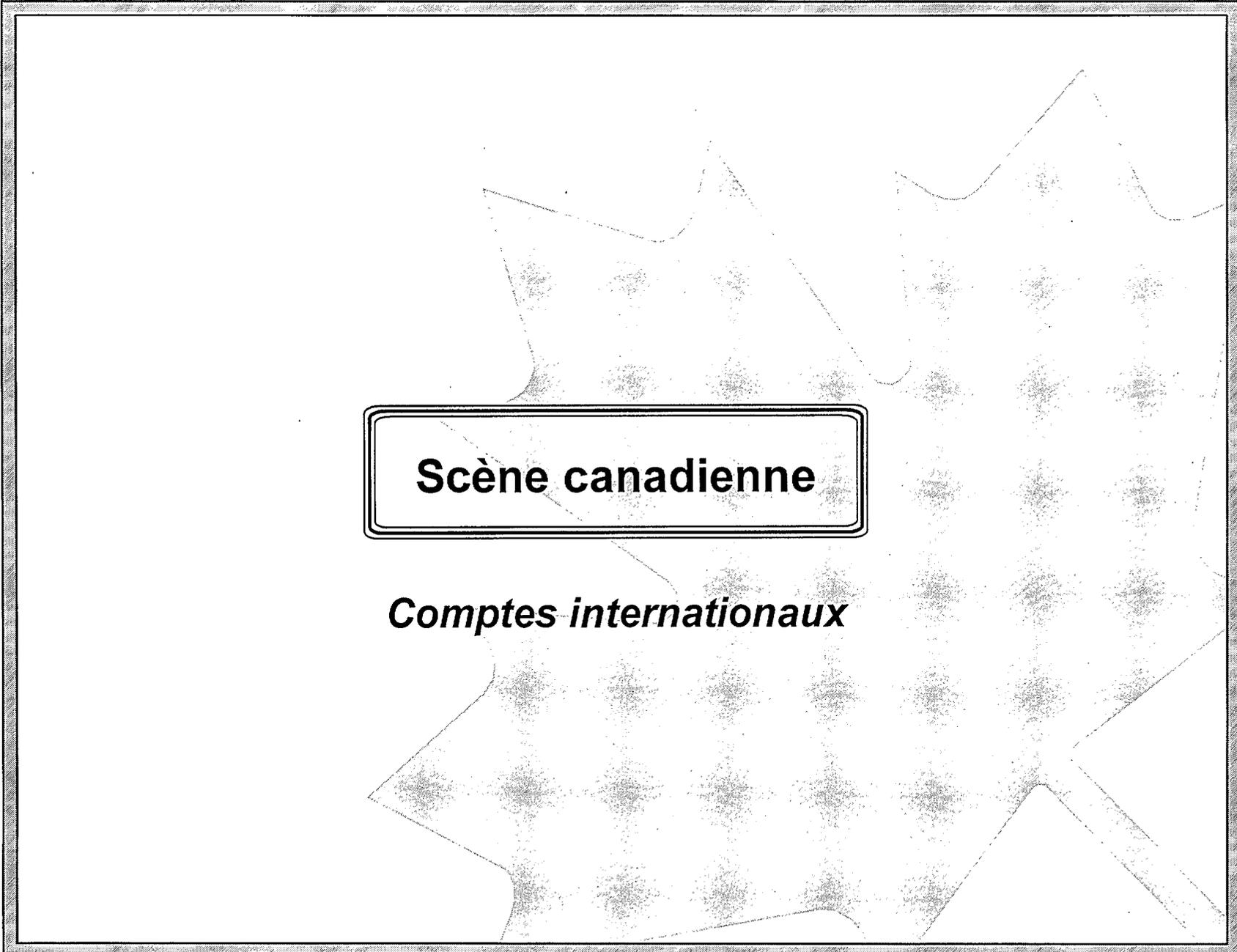
- L'amélioration de la position concurrentielle du Canada s'explique principalement par le repli marqué de la valeur du dollar canadien. En 1997, le dollar valait en moyenne 72 cents US, mais il se chiffrait à 67 cents US en 1998.
- Qui plus est, les entreprises canadiennes sont parvenues à mieux contrôler leurs coûts, les CUM augmentant plus lentement au Canada qu'aux États-Unis (+0,8 % vs +2,3 %).

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre



Nota : Les données trimestrielles (T4-1998) sur les CUM dans le secteur manufacturier ne sont pas encore connues.
Source : Bureau of Labor Statistics, Industrie Canada et Statistique Canada





Scène canadienne

Comptes internationaux

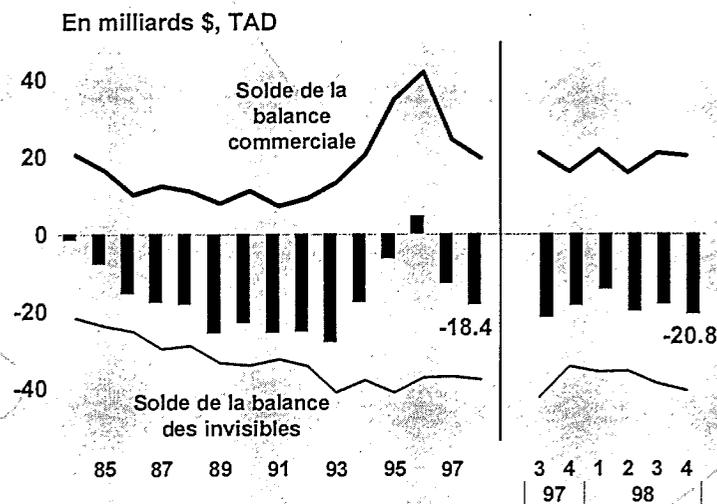
Le déficit de la balance courante s'est creusé en 1998...

Au quatrième trimestre, le déficit de la balance courante s'est creusé légèrement en raison de la baisse de l'excédent commercial et de la hausse des paiements aux investisseurs étrangers directs.

En 1998, le déficit de la balance courante a augmenté de 5,6 milliards de dollars pour atteindre 18,4 milliards.

- C'est la deuxième année consécutive que les résidents canadiens dépensent plus qu'ils ne gagnent à l'étranger. En effet, en 1996, la balance courante a affiché un rare excédent.

Solde de la balance courante et de la balance commerciale



Le solde de la balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

Le solde de la balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

...en raison surtout de la baisse de l'excédent au titre du commerce de marchandises

La détérioration des opérations courantes du Canada en 1998 s'explique principalement par la diminution de l'excédent commercial (en termes nominaux).

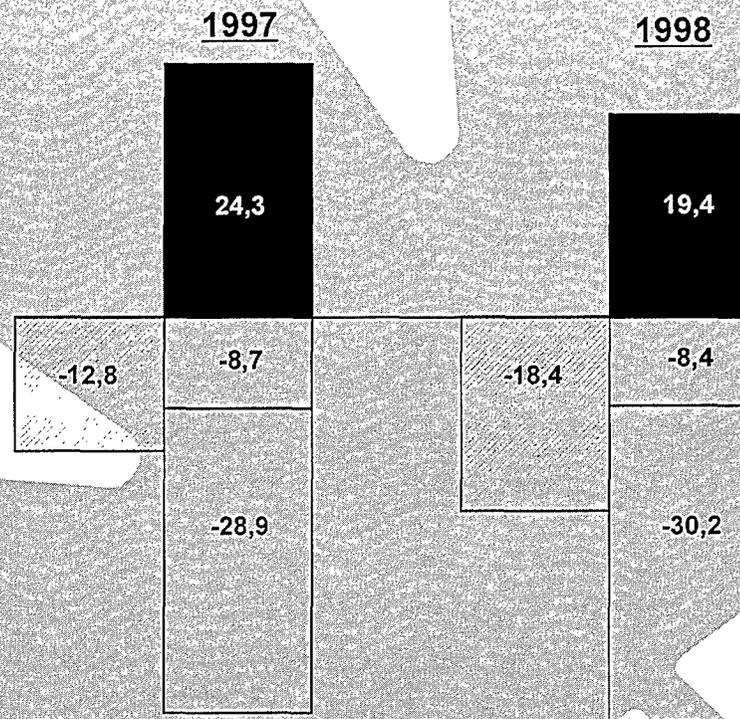
- La progression généralisée des importations, plus rapide que celle des exportations, s'est traduite par une réduction de l'excédent commercial du Canada, qui s'est chiffré à 19 milliards de dollars, comparativement à un excédent record de 42 milliards il y a deux ans.

En 1998, le déficit du Canada au titre des revenus de placements s'est aussi creusé, sous l'impulsion de la faiblesse du dollar qui a fait augmenter les paiements d'intérêts au titre de la dette libellée en devises.

La baisse marquée du déficit touristique du Canada a été contrebalancée par la hausse du déficit des autres composantes de la balance des services.

Principales composantes du solde de la balance courante

En milliards \$, TAD



Solde de la balance courante
 Solde de la balance commerciale
 Balance des services
 Revenus nets de placements

Source : Statistique Canada

La vigoureuse croissance des exportations, particulièrement celles à destination du marché américain...

Selon la balance des paiements, les exportations de marchandises ont augmenté de 7,4 %, en 1998, à la faveur de la vigoureuse demande consécutive à la robustesse de l'économie américaine.

- Les exportations vers l'Union européenne ont aussi progressé d'une année à l'autre, mais les expéditions à destination de l'Asie ont fléchi de façon marquée en raison de la crise financière qui a secoué cette région.

Selon les produits, la solide hausse des exportations vers le marché américain a fait augmenter la proportion des biens à valeur ajoutée élevée dans les exportations totales.

- En 1998, les exportations de M&É, de produits de l'automobile et d'autres biens de consommation se sont accrues sensiblement, alors que les exportations de produits dérivés de matières premières ont été généralement faibles.

Exportation de marchandises, 1998

	En milliards \$	Variation en %, 1997-1998
Total	323,4	7,4
Par partenaire commercial		
É.-U.	270,6	11,2
Japon	9,6	-20,0
UE	17,8	7,0
Tous les autres	25,4	-12,6
Par principal produit		
Produits agricoles et de la pêche	25,2	2,0
Produits énergétiques	23,4	-12,8
Produits de la forêt	35,5	1,7
Produits et matériaux industriels	57,4	3,2
Machines et équipement	78,8	15,9
Produits de l'automobile	79,2	13,1
Autres biens de consommation	12,5	17,2

Source : Statistique Canada

...ne peut suivre le rythme de croissance généralisée des importations

En 1998, la croissance des importations a été généralisée, aussi bien du point de vue des principaux partenaires commerciaux qu'au chapitre de la plupart des principaux produits.

La balance commerciale, d'une région à l'autre, a été fortement influencée par l'évolution de la structure des échanges en 1998.

- L'excédent du Canada au titre de ses échanges avec les États-Unis a augmenté de 3,8 milliards de dollars pour atteindre 36,4 milliards.
- Notre position nette vis-à-vis le Japon est passée d'un excédent de 3,4 milliards de dollars en 1997 à l'équilibre ou presque en 1998 - l'incidence de la baisse des exportations a été amplifiée par la progression des importations.
- Le déficit commercial vis-à-vis l'Union européenne n'a guère changé en 1998, mais il a augmenté de façon marquée par rapport à tous les autres pays.

Importation de marchandises, 1998

	En milliards \$	Variation en %, 1997-1998
Total	304.0	9,8
<u>Par partenaire commercial</u>		
É.-U.	234.2	11,1
Japon	9.7	11,0
UE	25.4	5,3
Tous les autres	34.7	4,6
<u>Par principal produit</u>		
Produits agricoles et de la pêche	17.3	10,8
Produits énergétiques	8.7	-17,8
Produits de la forêt	2.5	5,2
Produits et matériaux industriels	60.3	10,9
Machines et équipement	101.6	11,4
Produits de l'automobile	66.8	10,1
Autres biens de consommation	34.6	16,8

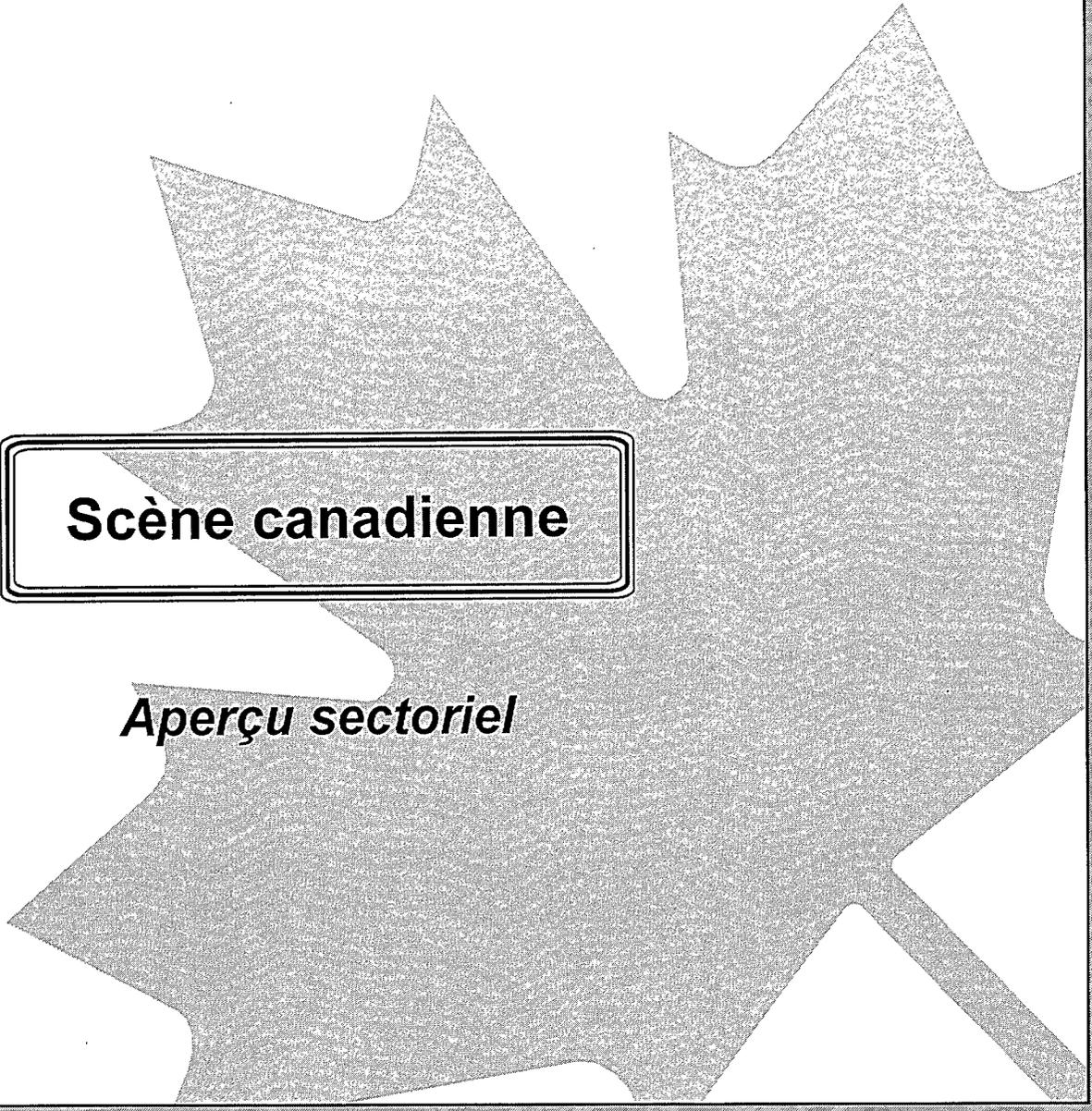
Balance par partenaire commercial, 1998

	En milliards \$	Variation, 1997-1998
Total	19.4	-4,8
É.-U.	36.4	3,8
Japon	-0.0	-3,4
UE	-7.6	-0,1
Tous les autres	-9.4	-5,2

Source : Statistique Canada



J



Scène canadienne

Aperçu sectoriel

1998 s'est terminé sur une bonne note dans la plupart des secteurs...

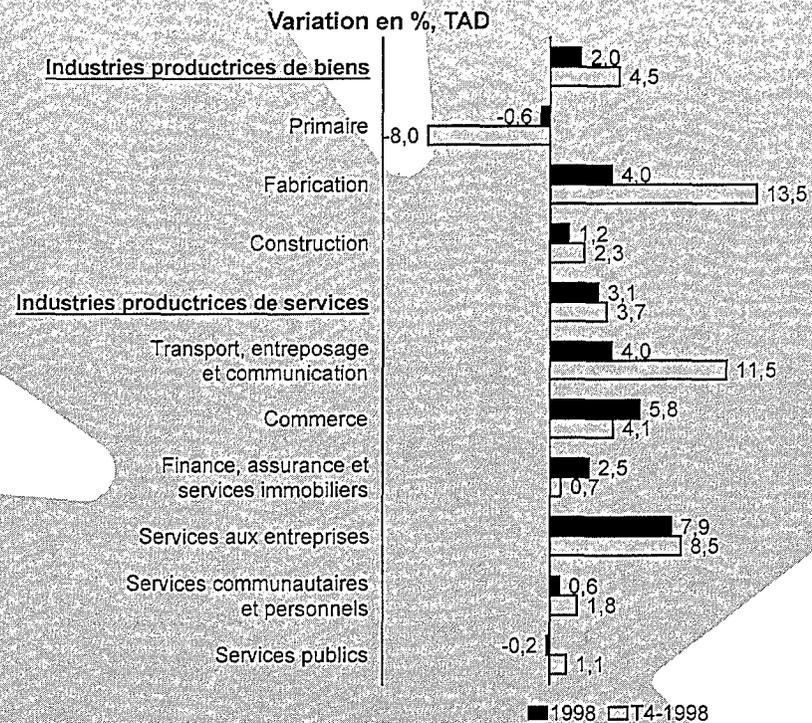
Au quatrième trimestre, la production dans les industries productrices de biens a progressé vigoureusement, après avoir connu deux replis consécutifs. Elle a augmenté de 2,0 % (taux annuel), en 1998.

- Le secteur manufacturier a terminé l'année avec force, à la faveur d'un redressement consécutif à une grève et de la montée en flèche de la demande aux États-Unis. La production industrielle a augmenté d'un solide 13,5 % au quatrième trimestre de 1998 et de 4,0 % pour l'ensemble de l'année.
- Le secteur primaire a enregistré de piètres résultats pendant toute l'année 1998. La faiblesse de la demande outre-mer et la hausse de la production à l'échelle mondiale ont fait diminuer les prix des produits de base et freiné la production.

En 1998, le secteur des services a continué de croître, et ce, au cours de chaque trimestre.

- La production s'est accrue de 3,1 % en 1998, sous l'impulsion de la vigoureuse demande de services aux entreprises (particulièrement les services informatiques liés au bogue de l'an 2000) et du commerce.

Croissance du PIB réel par industrie



Source : Statistique Canada

...et le secteur des services a été à l'origine de la meilleure année au chapitre de la création d'emplois au cours de la présente décennie...

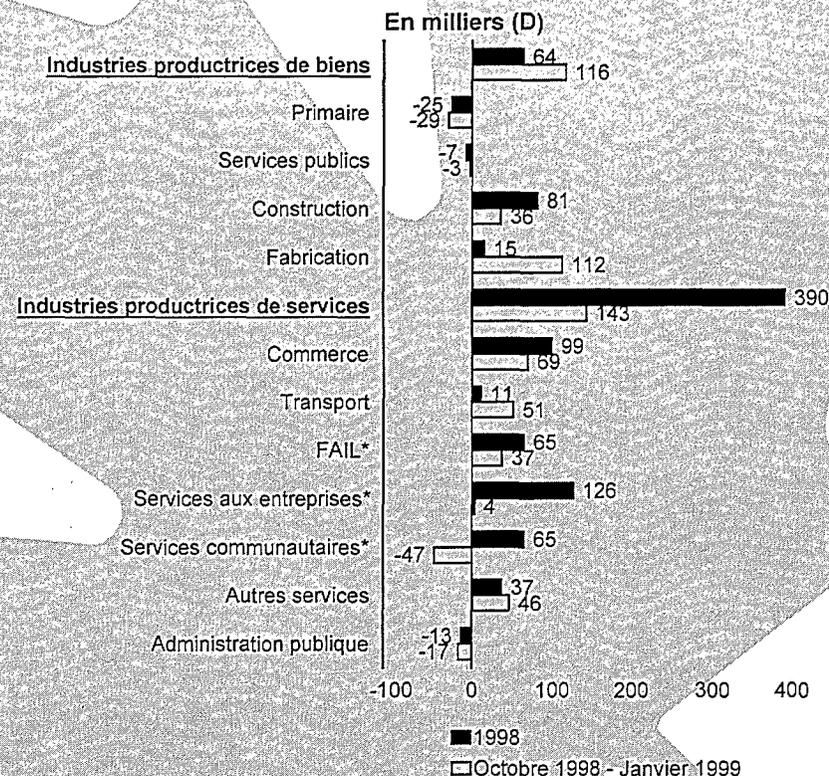
En 1998, le secteur des services a été le principal moteur de la création d'emplois (+390 000).

- À l'instar de ce que l'on a observé au chapitre de la production, plus de la moitié de ces nouveaux emplois ont été créés dans les services aux entreprises (particulièrement l'informatique et le génie) et le commerce.

Dans le secteur des biens, en 1998, le nombre d'emplois a augmenté de 64 000.

- Le fléchissement important de l'emploi dans le secteur primaire a été plus que contrebalancé par la hausse notable du nombre de travailleurs de la construction (après trois années de faiblesse).
- Dans le secteur manufacturier, la situation de l'emploi n'a guère changé d'une année à l'autre, mais on a observé un regain de dynamisme au quatrième trimestre qui s'est maintenu en janvier.

Croissance de l'emploi par industrie



Source : Statistique Canada

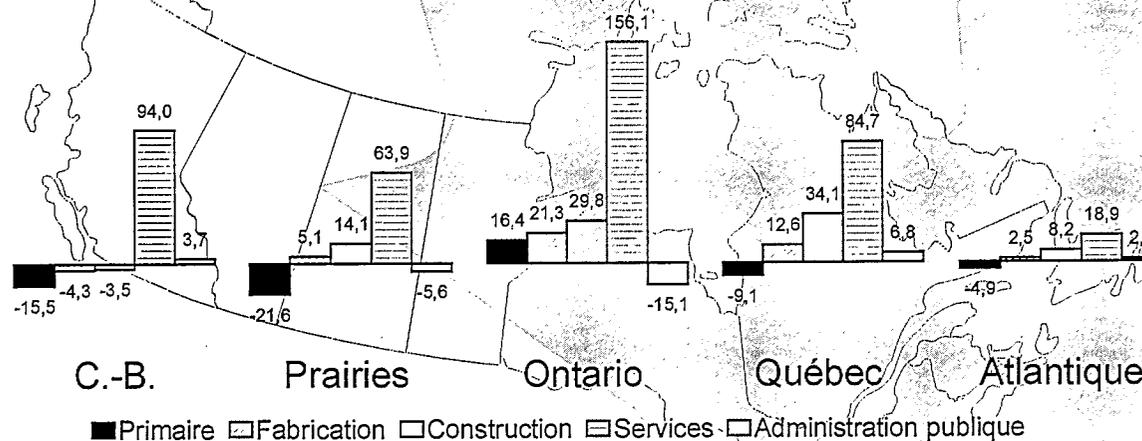
*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
 Services aux entreprises : Services de gestion, administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
 Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

...grâce à de solides gains dans toutes les régions

Création d'emplois

En milliers

Données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois
Janvier 1998 à janvier 1999



L'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur des services a plus que compensé le recul de l'emploi dans les industries productrices de biens en Colombie-Britannique, dans les Prairies et dans la région de l'Atlantique en 1998.

En Ontario et au Québec, le secteur des biens a aussi contribué à la croissance globale de l'emploi, bien que dans une moindre mesure que le secteur des services.

Pourtant, les accords salariaux demeurent stables

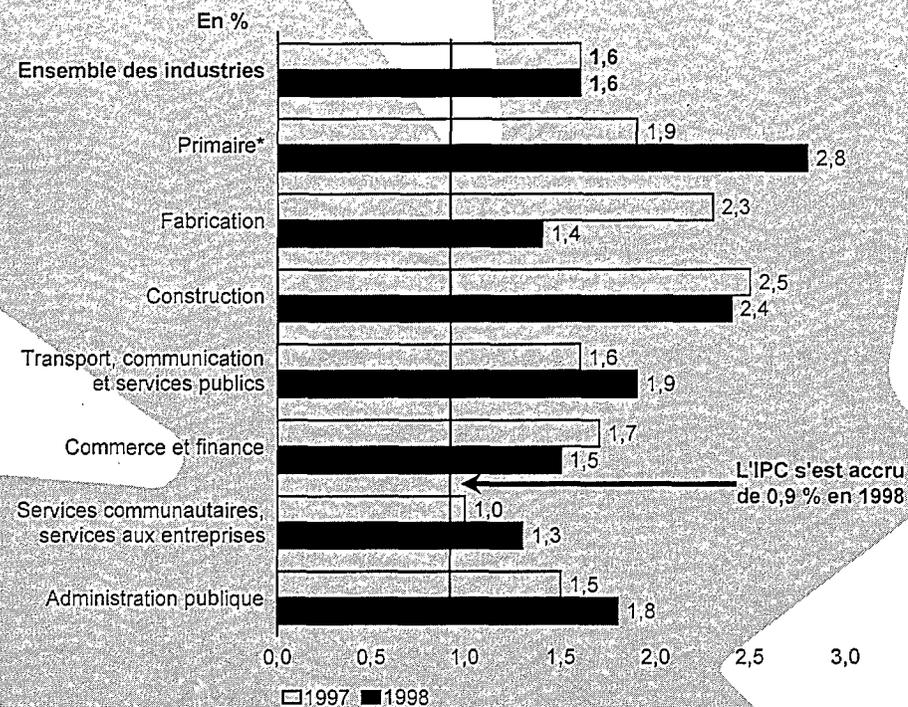
En 1998, les hausses consenties dans les principaux accords salariaux se sont chiffrées en moyenne à 1,6 %, tout comme en 1997. Cependant, elles ont été supérieures aux augmentations de 0,9 % observées en 1995 et en 1996.

- Les hausses consenties dans les accords salariaux ont été supérieures à l'augmentation de l'IPC, et ce, pour tous les principaux groupes industriels, en 1998.

Mis à part le secteur primaire (dont les résultats sont basés sur un accord), l'accord salarial moyen le plus élevé a été conclu dans le secteur de la construction (+2,4 %).

Les accords salariaux ont été inférieurs à la moyenne dans les services communautaires, les services aux entreprises et les services personnels et le secteur manufacturier. D'ailleurs, en 1998, le secteur manufacturier a été la seule branche d'activité à connaître une baisse notable des hausses consenties dans les accords salariaux.

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

*Basé sur un accord touchant 700 employés

Source : Développement des ressources humaines Canada

Les bénéfices ont grimpé en flèche au quatrième trimestre mais ils ont fléchi d'une année à l'autre...

Au quatrième trimestre de 1998, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont augmenté de 15 %, mais ils ont fléchi de 4,8 % d'une année à l'autre. Seize des 30 principaux groupes industriels ont vu leurs bénéfices diminuer en 1998.

L'effondrement des prix du pétrole à l'échelle mondiale a fait chuter de 39 % les bénéfices dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel en 1998. En excluant cette industrie, les bénéfices n'ont guère changé en 1998.

- Les autres industries du secteur primaire ont aussi souffert, bien que le recul du dollar canadien ait contrebalancé en partie le fléchissement marqué des prix des produits de base à l'échelle mondiale.

L'industrie des véhicules automobiles a connu une bonne année, et la vigoureuse demande américaine de produits automobiles construits au Canada a contribué à la hausse de 5 % des bénéfices observée en 1998.

Les bénéfices dans l'industrie des biens et des services de consommation ont aussi augmenté vigoureusement.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau (M\$) - T4-1998	T3-1998-T4-1998		1997-1998		Marge bénéficiaire (en %) - T4-1998
		(M\$)	(En %)	(En %)	(En %)	
Aliments (y compris l'alimentation au détail)	1347	129	10.6	8.5	3.0	
Boissons et tabac	855	369	75.9	14.8	20.0	
Bois et papier	1153	-8	-0.7	35.2	5.8	
Pétrole et gaz naturel	1926	-403	-17.3	-39.1	7.0	
Autres combustibles et électricité	402	-1	-0.2	-13.0	20.4	
Produits chimiques et textiles	1421	-338	-19.2	5.4	6.7	
Fer, acier et métaux connexes	336	-137	-29.0	-6.6	7.1	
Métaux non ferreux et première transformation des métaux	467	134	40.2	-44.0	8.1	
Fabrication de produits métalliques	479	-36	-7.0	-1.6	4.6	
Machines et équipement*	645	61	10.4	-4.4	4.8	
Véhicules automobiles et pièces	3207	1553	93.9	4.7	5.8	
Autre matériel de transport	593	276	87.1	-1.1	10.3	
Appareils ménagers et électriques	129	-45	-25.9	4.0	2.5	
Matériel électronique et serv. informatiques	1633	407	33.2	19.9	9.5	
Promoteurs et exploitants immobiliers	1045	-259	-19.9	-2.0	9.2	
Matériaux de construction et construction	333	280	528.3	-37.7	3.2	
Services de transport	394	-65	-14.2	-29.6	3.1	
Impression, édition et radiodiffusion	716	10	1.4	5.4	8.3	
Entreprises de télécomm., services postaux et messageries	1266	71	5.9	-0.5	17.3	
Services aux entreprises	686	212	44.7	29.6	7.8	
Autres services**	632	164	35.0	-11.2	4.7	
Biens et services de consommation	1429	203	16.6	17.8	3.8	
Total - Non financier	21103	2574	13.9	-5.4	6.0	
Total - Finance et assurance	7616	1189	18.5	-3.1	18.2	
Total - Ensemble des industries	28719	3762	15.1	-4.8	7.3	

*Sauf les machines électriques

**Hébergement, services de restauration et débits de boissons, services d'enseignement, de santé et de loisirs

Source : Statistique Canada

...d'où des projets d'investissement de moindre envergure

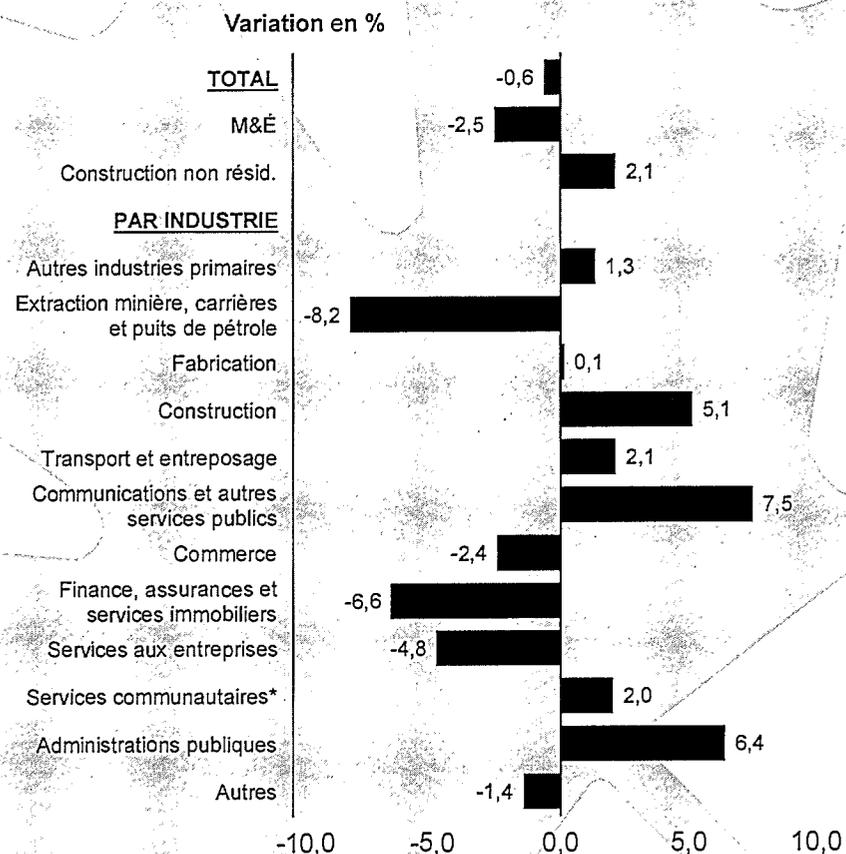
Après avoir augmenté en moyenne de 5,4 % par année depuis 1994, les investissements dans les usines et l'équipement devraient fléchir de 0,6 % en 1999.

Les dépenses dans la construction non résidentielle devraient progresser de 2,1 %, en 1999. Toutefois, cette hausse devrait être contrebalancée par une baisse prévue de 2,5 % des investissements dans les M&É.

- Le recul des investissements dans les M&É s'explique principalement par les réductions des dépenses prévues des entreprises de crédit-bail, vu que les fabricants d'automobiles devraient se concentrer sur la vente plutôt que sur la location de véhicules. En excluant cette industrie, les intentions d'investissement dans les M&É seraient stables en glissement annuel.

Pour ce qui est de l'industrie des communications, elle continuera d'investir massivement dans les nouvelles technologies. Toutefois, la faiblesse des prix du pétrole mènera au deuxième repli consécutif des investissements dans ce secteur. Après avoir progressé pendant six années consécutives, les projets d'investissement des fabricants pour 1999 sont pratiquement inchangés par rapport à 1998.

Intentions d'investissement en 1999, par industrie (Usines et équipement)



Source : Statistique Canada
Enquête sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé

J-6

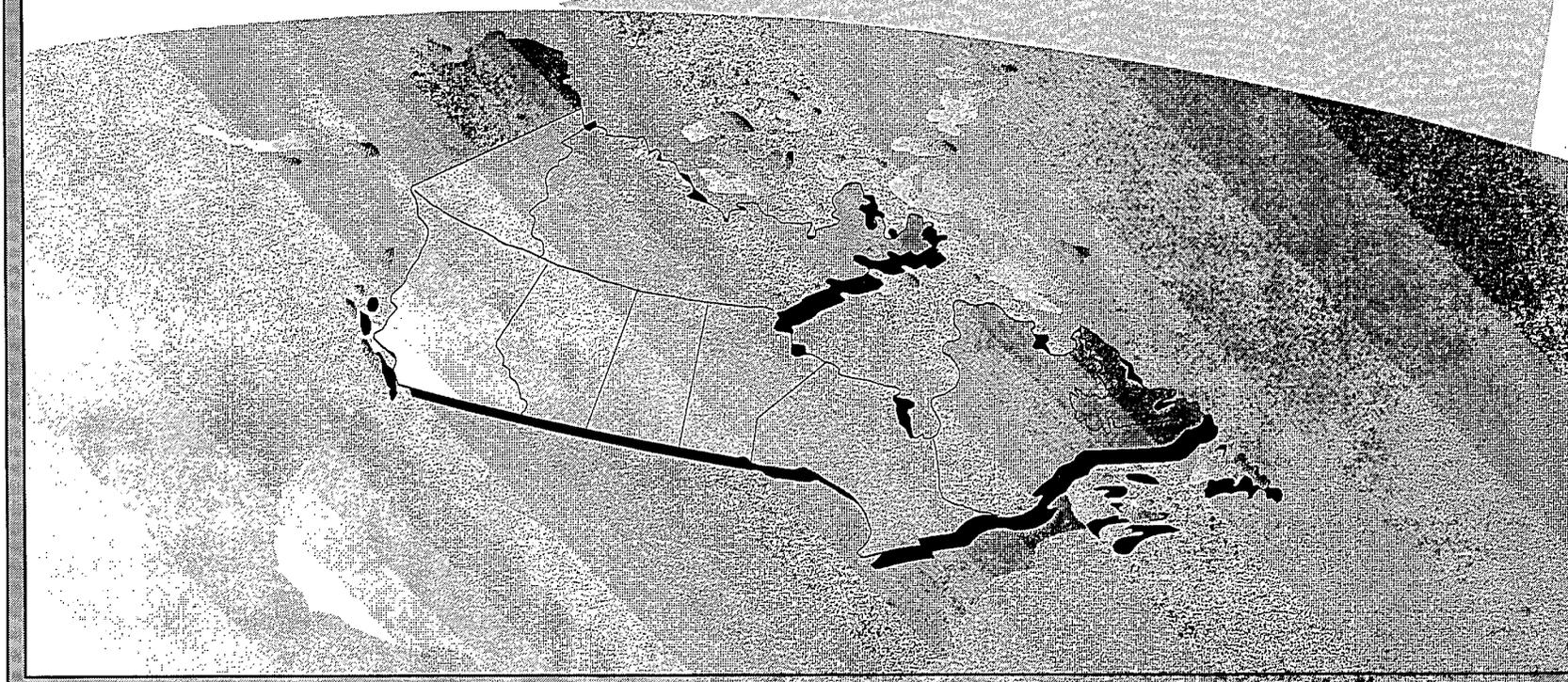
*Services d'enseignement, soins de santé et services sociaux



K

Les régions du Canada et l'économie du savoir

— *Un élan irrésistible vers un avenir prometteur* —



Introduction

Le Canada est bien positionné pour tirer profit des possibilités qu'offre l'économie du savoir. En effet, il dispose, entre autres, d'une infrastructure technologique de pointe et d'un milieu technologique porteur — en fait, selon certaines mesures, le Canada peut compter sur la meilleure combinaison d'infrastructure et de travailleurs au monde!

Cependant, si nous examinons la situation à l'échelle nationale uniquement, nous risquons de brosser un tableau incomplet de la réalité. Comment les diverses régions s'en tirent-elles? Sont-elles toutes en mesure de tirer parti également de la nouvelle économie? Et quelles sont les forces et les faiblesses de chacune des régions?

Voilà d'importantes questions car le succès de la transition du Canada vers une économie du savoir de pointe dépendra en fin de compte des progrès réalisés dans chacune de ses régions. Dans le présent rapport, nous évaluons l'état de l'économie du savoir au sein des régions canadiennes en vue de déterminer leur potentiel de croissance.



L



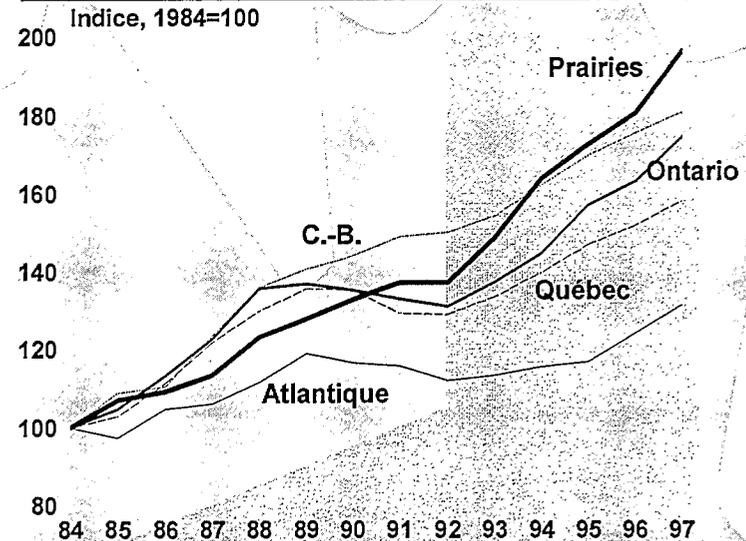
**Un élan irrésistible vers
un avenir prometteur**

Alors que toutes les régions se concentrent davantage sur l'économie du savoir...

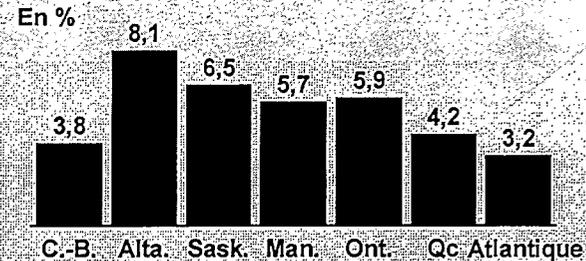
L'activité à forte concentration de savoir augmente dans toutes les régions, bien qu'à un rythme différent dans chacune d'elles.

- Ces dernières années, le secteur à forte concentration de savoir a crû à un rythme particulièrement rapide dans les Prairies et en Ontario.

Croissance de la production à forte concentration de savoir*



Taux de croissance annuel moyen, 1992-1997



*Pour en apprendre davantage sur la classification industrielle fondée sur la forte concentration de savoir, veuillez consulter l'annexe

Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

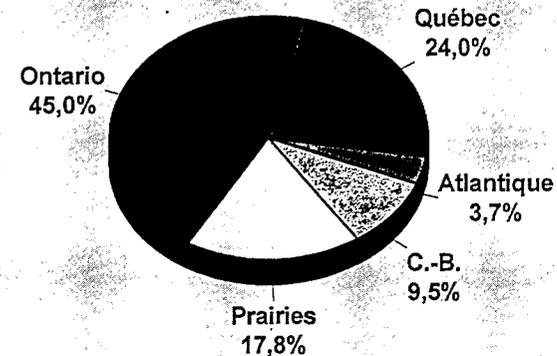
...l'activité à forte concentration de savoir est encore largement concentrée en Ontario...

L'Ontario intervient pour près de la moitié de la production à forte concentration de savoir au Canada, suivie par le Québec (environ 25 %).

La proportion élevée de l'activité liée à l'économie du savoir dans le centre du Canada reflète la structure industrielle de celui-ci.

- L'activité à forte concentration de savoir est majoritairement le fait du secteur manufacturier et de celui des services aux entreprises, lesquels sont concentrés dans le centre du Canada.

Distribution régionale de l'activité à forte concentration de savoir*, 1997



*Fondée sur le PIB réel au coût des facteurs
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

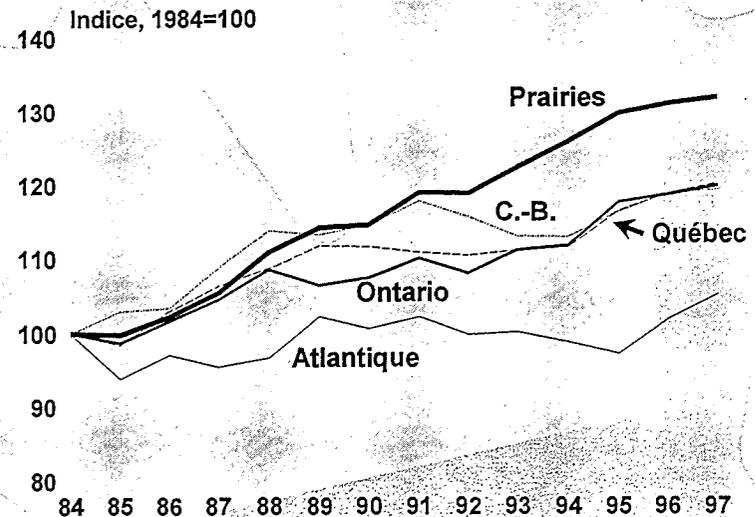
...et l'intensité du savoir augmente le plus rapidement dans les Prairies

Le niveau d'activité à forte concentration de savoir, en proportion de l'ensemble de l'activité économique, progresse dans toutes les régions.

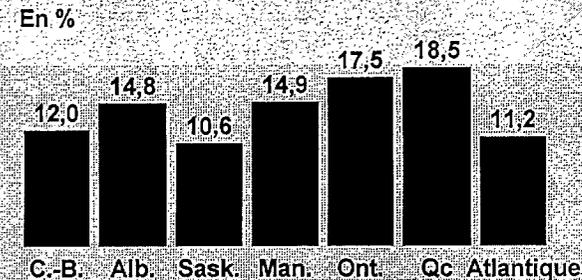
Toutefois, les gains sont particulièrement appréciables dans les provinces des Prairies.

C'est dans le centre du Canada, suivi par le Manitoba et l'Alberta, que l'importance du secteur de l'économie du savoir dans l'activité économique des provinces est la plus élevée.

Part de la production à forte concentration de savoir, secteur des entreprises



Part de la production à forte concentration de savoir, secteur des entreprises, 1997



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

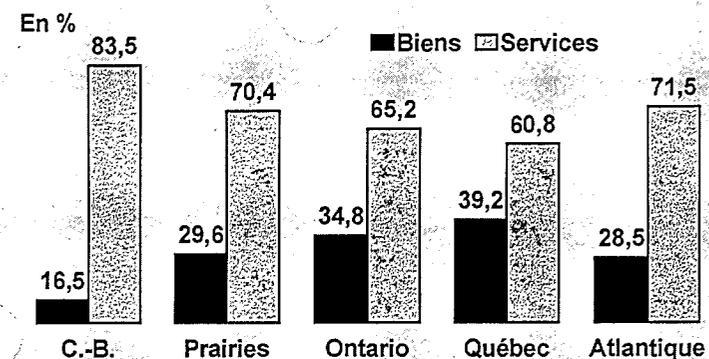
L'économie du savoir est mieux répartie entre les secteurs des biens et des services dans le centre du Canada...

La composition de l'économie du savoir diffère d'une région à l'autre. Dans le centre du Canada, l'économie du savoir est répartie plus également entre le secteur des biens et celui de services.

- Les industries productrices de biens interviennent pour plus du tiers de la totalité de l'emploi du savoir.

Dans les provinces de l'Ouest, particulièrement en Colombie-Britannique, et dans la région de l'Atlantique, l'économie du savoir est concentrée dans le secteur des services -- on y dénombre plus de sept emplois sur dix.

Distribution de l'emploi du savoir, 1997



*Par emploi du savoir, on entend l'emploi dans les industries à forte concentration de savoir, dont la liste figure dans l'annexe.

Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

...mais les industries du savoir les plus importantes sont fort similaires d'une région à l'autre

Dans les secteurs des biens et des services, la nature de l'activité du savoir varie peu d'une région à l'autre.

Dans le secteur des services, les quatre principales industries du savoir sont les mêmes dans chacune des régions.

- Les services aux entreprises interviennent pour plus de 30 % de la totalité de l'emploi du savoir, suivis par les services de génie, les services informatiques et les services de gestion.

Les produits pharmaceutiques, l'énergie électrique, les machines et les produits de communication sont d'importantes industries du savoir productrices de biens. La fabrication d'aéronefs et de pièces occupe une place notable au Québec et dans la région de l'Atlantique.

Principales industries du savoir*, 1997

C.-B. Prairies Ontario Québec Atlantique

	C.-B.	Prairies	Ontario	Québec	Atlantique
Biens :					
Produits pharmaceutiques	✓	✓	✓	✓	✓
Énergie électrique	✓	✓	✓	✓	✓
Machines	✓	✓	✓	✓	✓
Produits de communication	✓	✓	✓	✓	✓
Aéronefs et pièces				✓	✓
Services:					
Autres services aux entreprises**	✓	✓	✓	✓	✓
Services de génie	✓	✓	✓	✓	✓
Services informatiques	✓	✓	✓	✓	✓
Services de gestion	✓	✓	✓	✓	✓

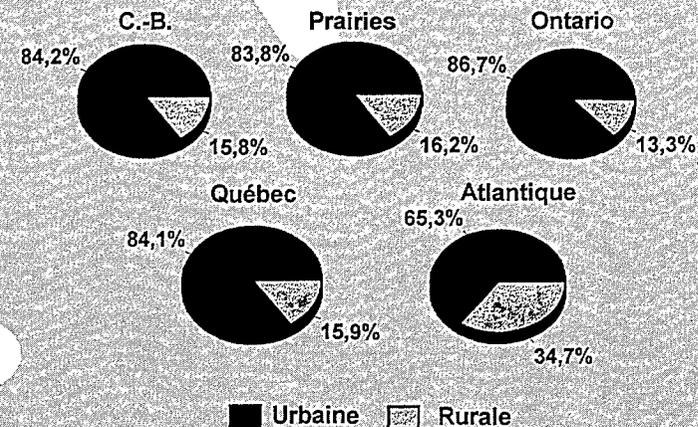
*Par emploi du savoir, on entend l'emploi dans les industries à forte concentration de savoir; quatre principales industries dans les secteurs des biens et des services
 **Autres services aux entreprises englobent les agences de placement, les services de comptabilité et de tenue de livres, les services de publicité, les cabinets d'avocats et de notaires et les autres services aux entreprises
 Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

L'économie du savoir demeure essentiellement un phénomène urbain

Dans l'ensemble des régions, l'activité à forte concentration de savoir est largement concentrée dans les zones urbaines.

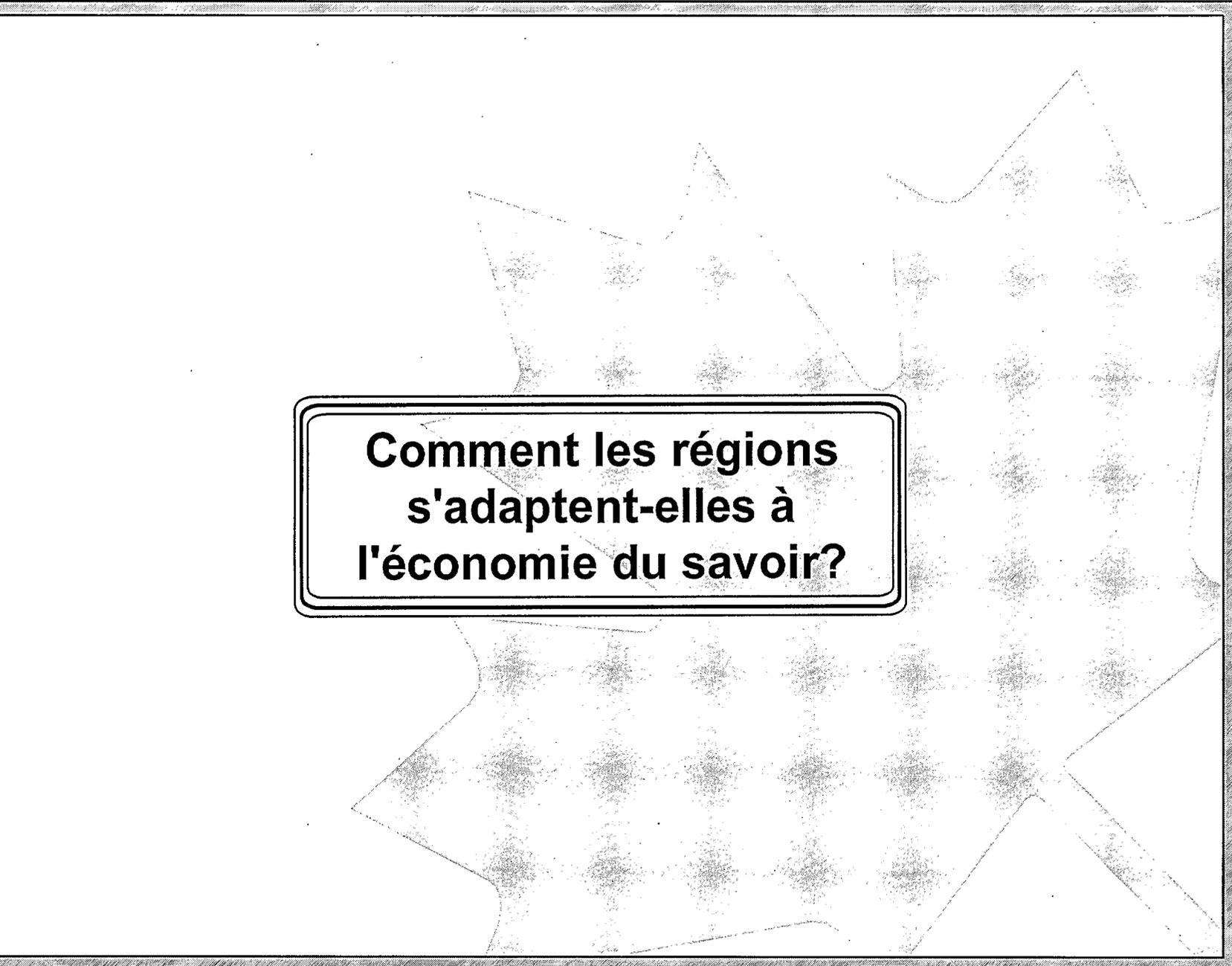
- De la Colombie-Britannique au Québec, plus de huit emplois à forte concentration de savoir sur dix se trouvent dans les centres urbains.
- Dans l'Atlantique, région où l'on observe la proportion la plus élevée de travailleurs ruraux, l'activité du savoir est concentrée dans les zones urbaines -- qui comptent deux tiers de la totalité des emplois à forte concentration de savoir.

Distribution* urbaine et rurale de l'emploi à forte concentration de savoir, 1997



*Par distribution urbaine de l'emploi à forte concentration de savoir, on entend la part de l'emploi à forte concentration de savoir total dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) et les agglomérations de recensement (AR) de plus de 20 000 habitants. La distribution rurale de l'emploi à forte concentration de savoir fait référence à celle que l'on observe à l'extérieur de ces zones.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada





**Comment les régions
s'adaptent-elles à
l'économie du savoir?**

Quelles sont les clés de la réussite dans l'économie du savoir?

De solides fondations économiques, une main-d'oeuvre qualifiée et innovatrice et une infrastructure technologique suffisamment importante sont les clés de la réussite dans la nouvelle économie.

Dans la prochaine partie du rapport, nous examinons comment les diverses régions au Canada s'en tirent pour ce qui est de leur croissance future dans l'économie du savoir.

- Des fondations macroéconomiques favorables**
- Une main-d'oeuvre qualifiée**
- Une orientation vers l'extérieur**
- Une culture axée sur l'innovation**
- Une infrastructure d'information et de communication**

Le climat économique est favorable dans l'ensemble des régions...

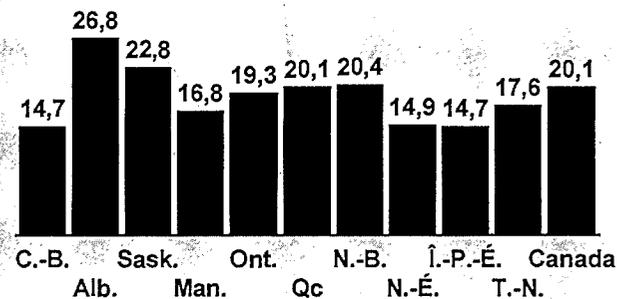
D'importants bénéfices et une croissance économique durable sont des éléments clés de l'augmentation des investissements et de l'essor de l'économie du savoir.

- Entre 1992 et 1997, les bénéfices des entreprises ont été particulièrement importants.
- Cette année et l'an prochain, toutes les régions devraient connaître une croissance soutenue, sauf la Colombie-Britannique -- qui devrait bientôt montrer de modestes signes d'amélioration après avoir été la province qui a subi au Canada le plus gros du choc de la crise asiatique.

De plus, tous les gouvernements ont amélioré sensiblement leur situation financière -- de sorte que toutes les régions sont mieux en mesure de tirer profit des possibilités qu'offre la nouvelle économie.

Croissance des bénéfices des entreprises, 1992-1997

Taux de croissance annuel moyen, en %



Source : Statistique Canada

Solde du budget en proportion du PIB*

	1992-1993 (%)	1997-1998 (%)
Colombie-Britannique	-1,9	-0,1
Alberta	-4,6	2,6
Saskatchewan	-2,8	0,1
Manitoba	-2,3	0,3
Ontario	-4,4	-1,1
Québec	-3,2	-1,1
Nouveau-Brunswick	-1,9	0,4
Nouvelle-Écosse	-3,4	0,2
Île-du-Prince-Édouard	-3,5	-0,2
Terre-Neuve	-2,7	0,1
Fédéral	-5,9	0,4

*Données tirées des comptes publics (un nombre négatif indique un déficit)

Source : Ministère des Finances

...ce qui permet aux diverses administrations publiques de s'engager à favoriser l'essor de la nouvelle économie

Les derniers budgets fédéraux et provinciaux prévoient en effet la mise en oeuvre d'un certain nombre d'initiatives axées sur l'innovation, les technologies de l'information et le capital humain.

Initiatives choisies visant l'économie du savoir

Gouvernement fédéral (Budgets de 1998 et 1999)

— Innovation

- Fondation canadienne pour l'innovation
- Partenariat technologique Canada
- Programme d'aide à la recherche industrielle

— Connectivité

- Programme d'accès communautaire
- Rescol
- Projet de développement de collectivités ingénieuses

— Capital humain

- Aide financière aux étudiants
- Allègement fiscal pour la formation continue
- Soutien de la recherche de pointe et des étudiants diplômés

Gouvernements provinciaux (Budgets de 1998)

— Nouvelle stratégie économique (Nouvelle-Écosse, Québec)

— Bonification des initiatives axées sur la R-D (Manitoba, Ontario, Saskatchewan)

— Financement des sciences et de la technologie (Alberta, Manitoba, Terre-Neuve, Ontario, Saskatchewan)

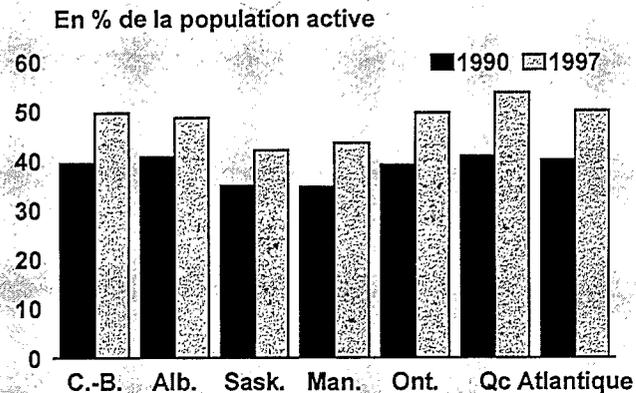
— Initiatives visant l'amélioration des compétences (C.-B., Nouveau-Brunswick, Ontario)

Toutes les régions sont aussi de plus en plus dotées d'une main-d'oeuvre qualifiée...

Le capital humain joue un rôle primordial dans l'économie du savoir -- les travailleurs qualifiés et instruits sont indispensables pour maximiser les avantages que l'on tire des nouvelles technologies.

- À cet égard, toutes les régions sont bien préparées, puisqu'elles peuvent toutes compter sur une dotation adéquate de travailleurs du savoir.

Travailleurs du savoir



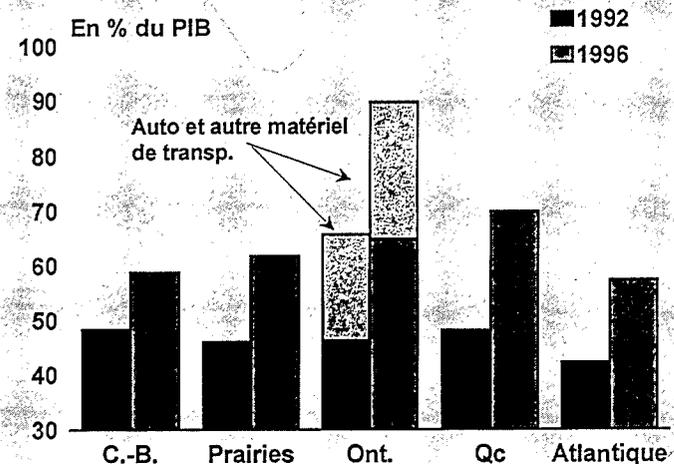
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

...et de plus en plus ouvertes au reste du monde

L'ouverture au commerce est nécessaire, d'autant plus si les économies veulent exploiter leurs avantages concurrentiels et devenir plus efficaces et plus riches.

- Le commerce (exportations plus importations) intervient pour 90 % du PIB de l'Ontario, comparativement à 64 % en moyenne dans le reste du Canada. Cet écart peut être attribué, toutefois, à l'importante part des automobiles et d'autre matériel de transport dans le commerce international de l'Ontario.
- Entre 1992 et 1996, l'ensemble des provinces ont accru leur orientation vers le commerce.

Commerce de biens et de services*



*(Exportations+importations)/PIB

Source : Statistique Canada

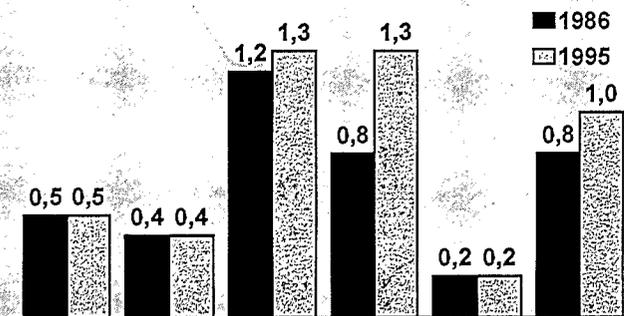
Mais l'Ontario est plus innovatrice -- elle mène au chapitre de la R-D...

C'est dans le centre du Canada que l'on observe les dépenses en R-D les plus élevées en proportion du PIB.

Au Canada, plus de la moitié des dépenses en R-D en 1995 ont été engagées en Ontario, et près de 30 % au Québec.

Dépenses des entreprises en R-D

En % du PIB



C.-B. Prairies Ontario Québec Atlantique Canada

Distribution régionale des dépenses des entreprises en R-D, 1995

7,2 7,8 55,3 28,4 1,3 100,0

Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada; Statistique Canada

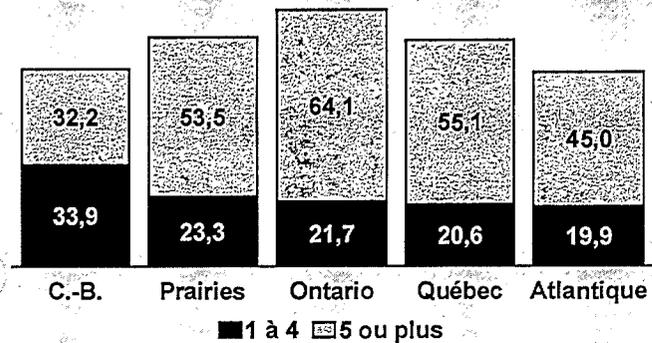
...de l'adoption de la technologie...

C'est l'Ontario qui utilise le plus les technologies de pointe, suivi par les Prairies et le Québec.

- L'Ontario se distingue par le pourcentage élevé d'entreprises qui utilisent de multiples technologies de pointe.

Nombre de technologies de pointe utilisées dans le secteur manufacturier, 1993

En % des expéditions totales



Source : J. Baldwin et D. Sabourin, *Adoption de la technologie dans le secteur de la fabrication au Canada*, Statistique Canada, 1995.

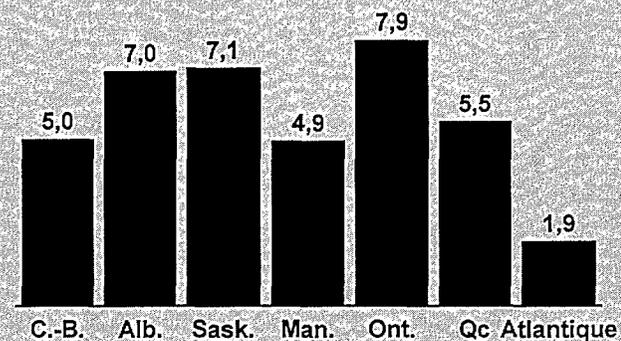
...de l'esprit d'invention...

L'Ontario et les Prairies sont aussi plus « inventives », comme en témoigne le nombre de brevets.

- Elles se voient accorder relativement trois à quatre fois plus de brevets que la région de l'Atlantique.

**Nombre de brevets,
1994-1995**

Par 100 000 travailleurs



Source : Industrie Canada, Office de la propriété intellectuelle du Canada

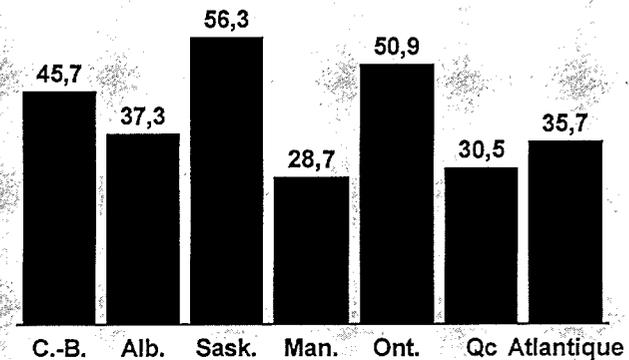
...de la formation officielle en milieu de travail

Les entreprises en Saskatchewan et en Ontario sont plus susceptibles d'offrir de la formation officielle à leurs travailleurs, suivies par les entreprises en Colombie-Britannique et en Alberta.

C'est au Manitoba et au Québec que l'on observe le plus faible pourcentage d'entreprises offrant de la formation officielle.

Pourcentage d'établissements offrant une formation officielle, 1995

En %



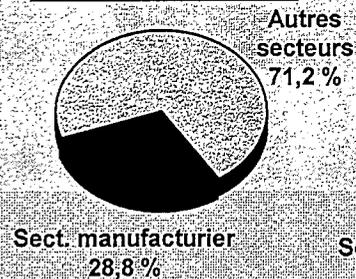
Source : G. Betcherman, J.N. Leckie et K. McMullen, *Developing Skills in the Canadian Workplace: The Results of the Ekos Workplace Training Survey*, CPRN Study W / 02, 1997

L'Ontario tire profit de sa structure industrielle...

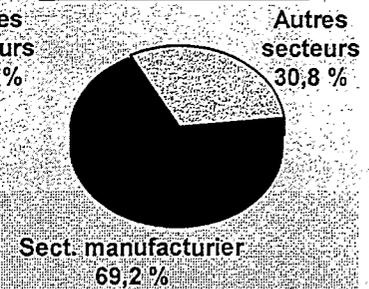
En Ontario, les dépenses en R-D des entreprises sont plus élevées qu'ailleurs et celles-ci offrent plus de formation officielle. Cela reflète en partie la structure industrielle de la province, où l'on observe un solide secteur manufacturier et une importante concentration de grandes entreprises.

- Le secteur manufacturier investit davantage dans la R-D que les autres secteurs.
- Il est également prouvé que les grandes entreprises investissent davantage dans la R-D et offrent plus de formation officielle.

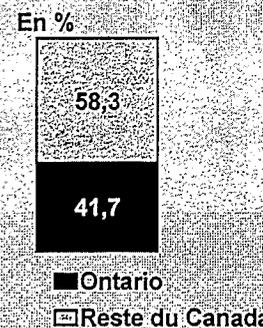
Part de la production*, Ontario, 1995



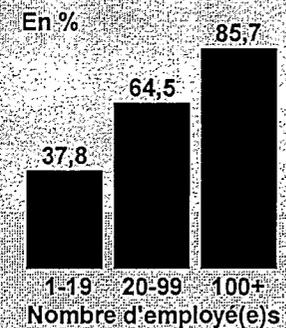
Part des dépenses en R-D*, Ontario, 1995



Distribution régionale des grandes entreprises*, 1996



Incidence de la formation selon la taille de l'entreprise, 1995



*Secteur des entreprises

Source : Statistique Canada; G. Betcherman, J.N. Leckie et K. McMullen, *Developing Skills in the Canadian Workplace: The Results of the Ekos Workplace Training Survey*, CPRN Study W / 02, 1997

...et de la présence d'un plus grand nombre de filiales étrangères

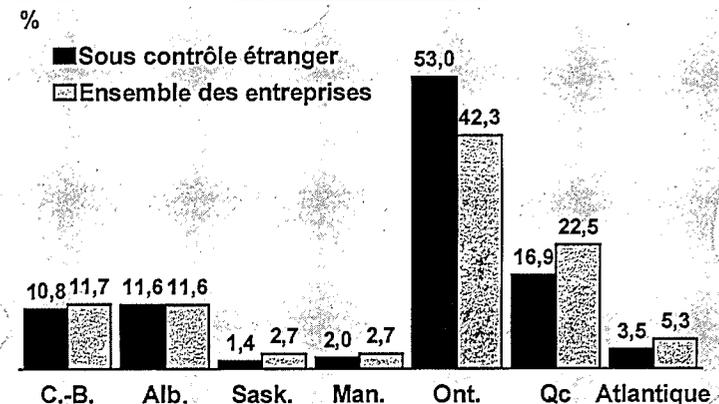
Les filiales étrangères sont fortement concentrées en Ontario -- d'où provient plus de la moitié des revenus des filiales étrangères au Canada.

Les entreprises sous contrôle étranger sont beaucoup plus orientées vers le commerce que les entreprises nationales.

- Les exportations en proportion des ventes totales des entreprises sous contrôle étranger sont deux fois plus importantes que celles des entreprises nationales. Ce ratio est presque trois fois plus élevé pour les importations.

Les filiales étrangères sont également reconnues pour l'importance qu'elles jouent dans l'adoption de technologies de pointe.

Distribution provinciale des revenus des entreprises, 1991



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

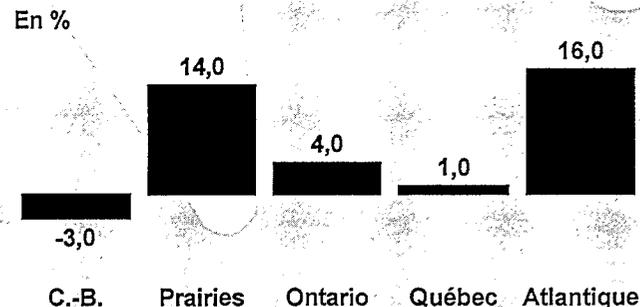
Cependant, les Prairies adoptent plus rapidement les nouvelles technologies...

Ce sont dans les provinces des Prairies et de l'Atlantique que l'on a observé la plus importante augmentation de l'utilisation des technologies de pointe.

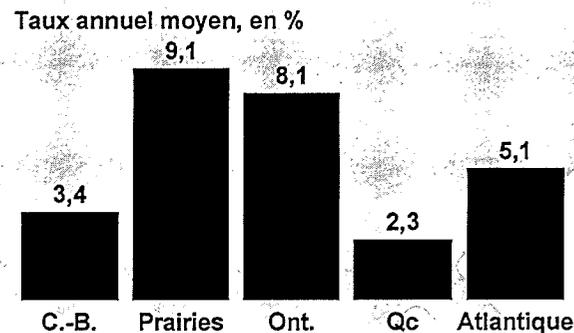
De plus, entre 1992 et 1997, les Prairies ont affiché la plus forte croissance des investissements dans les M&É, particulièrement dans les industries à forte concentration de savoir.

- Le Québec et la Colombie-Britannique accusent du retard sur les autres régions dans le domaine de l'adoption de la technologie.

Variation de l'utilisation d'au moins une technologie de pointe, 1989 à 1993*



Croissance des investissements dans les M&É, 1992-1997



*Compte tenu de la petite taille de l'échantillon en C.-B., on ne peut écarter la possibilité qu'il n'y ait pas eu de changement entre 1989 et 1993.

Source : J. Baldwin et D. Sabourin, *Adoption de la technologie dans le secteur de la fabrication au Canada*, Statistique Canada, 1995; Statistique Canada

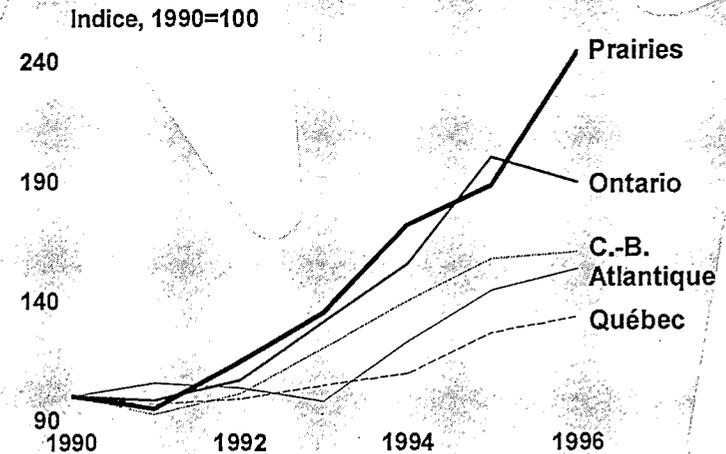
...particulièrement les technologies étrangères

Depuis le début des années 90, les Prairies dominent au chapitre de la croissance des importations de M&É, suivies par l'Ontario.

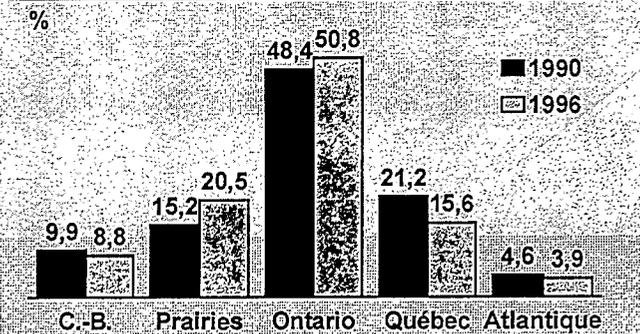
C'est au Québec que l'on a observé le rythme de croissance le plus lent des investissements dans les M&É étrangers.

- La part des M&É internationaux du Québec a donc diminué de façon continue.

Importations internationales de M&É



Distribution des importations internationales de M&É

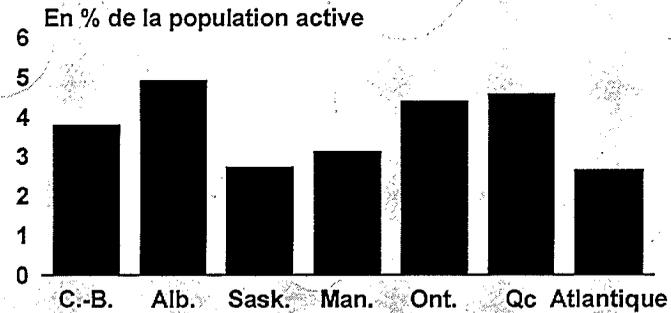


Source : Statistique Canada

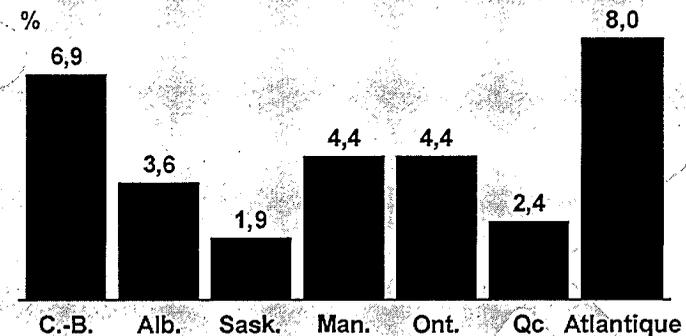
Toutes les régions connaissent une croissance de la formation à « forte concentration de savoir »...

Bien que les Prairies, l'Ontario et le Québec aient encore une proportion plus élevée d'ingénieurs et de scientifiques, l'inscription dans ces programmes dans les autres provinces augmente de façon marquée.

Scientifiques et ingénieurs*, 1997



Croissance annuelle du nombre d'inscriptions dans les programmes d'études postsecondaires en sciences et en génie*, 1990-1991 à 1996-1997



*Sciences et génie comprennent les sciences de l'agriculture et de la biologie, les sciences du génie et appliquées, les mathématiques et les sciences physiques au niveau du baccalauréat, ainsi que les sciences du génie et appliquées et les sciences naturelles et les industries primaires au niveau des collèges communautaires

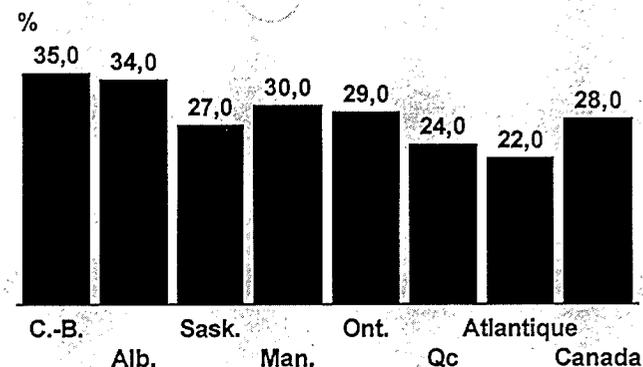
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada

...mais l'Ouest mène au chapitre de la formation continue...

L'incidence de la formation des adultes, qui fait référence à l'éducation et à la formation après l'éducation officielle régulière, est plus élevée en Colombie-Britannique et en Alberta.

- Elle est fort inférieure à la moyenne nationale dans la région de l'Atlantique et au Québec.

Taux d'activité* lié à la formation des adultes, 1993



*Proportion de la population adulte (17 ans ou plus) poursuivant des activités d'éducation et de formation

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'éducation et la formation des adultes*, 1997

...et de la connectivité

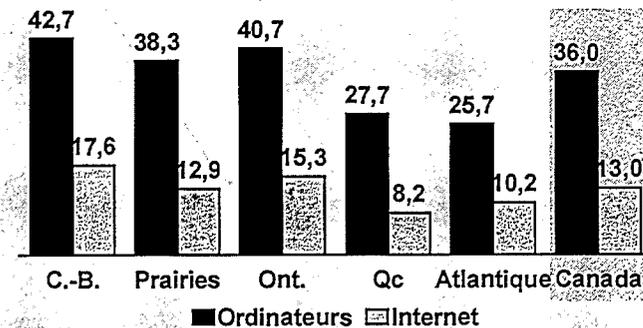
Dans les provinces à l'ouest du Québec, une proportion plus élevée de ménages utilisent des ordinateurs et naviguent sur Internet.

- Cela reflète en partie le revenu par habitant traditionnellement plus élevé dans ces provinces.

L'utilisation des ordinateurs et d'Internet par les entreprises est aussi plus important en Ontario et dans les provinces de l'Ouest.

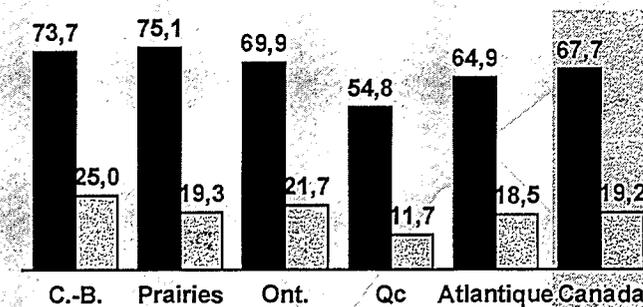
Utilisation des ordinateurs et d'Internet par les ménages, 1997

En % des ménages



Utilisation des ordinateurs et d'Internet par les entreprises, 1997

En % des ménages



Source : Statistique Canada

Au nombre des principaux défis communs figurent la nécessité d'attirer les investisseurs...

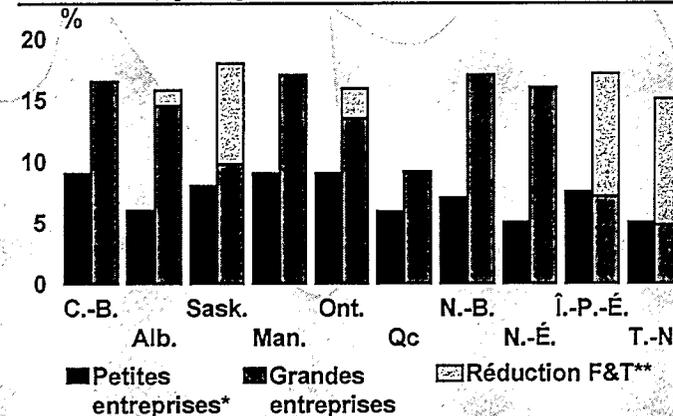
Le niveau d'imposition du revenu des sociétés (IRS) est un facteur important dans la décision d'une entreprise d'investir dans un endroit donné.

Le taux d'IRS varie considérablement d'une province à l'autre.

- La moitié des provinces offre un taux d'IRS moins élevé aux petites entreprises et aux entreprises de fabrication et de transformation.
- Pour ce qui est des grandes entreprises non manufacturières, le taux d'IRS le plus faible est offert au Québec, et le plus élevé, en Saskatchewan.

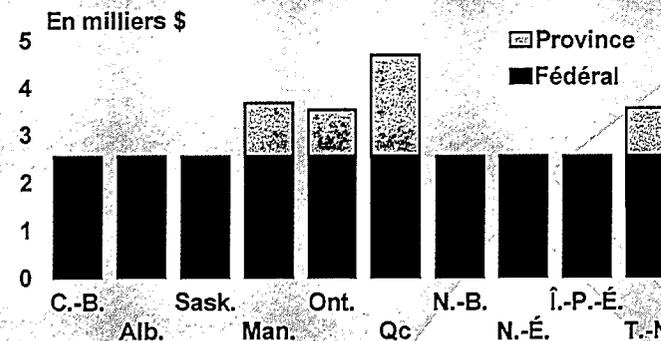
Il convient de noter, toutefois, que dans certaines provinces s'ajoutent des taxes sur la masse salariale au faible taux d'imposition des sociétés.

Taux d'imposition du revenu des sociétés, par province



*S'applique à la première tranche de 200 000 \$ de revenus tirés de l'exploitation d'entreprises actives sous contrôle canadien. Certaines provinces accordent une exonération temporaire d'impôt aux nouvelles petites entreprises.
 **Réduction du taux applicable aux bénéfices provenant des activités de fabrication et de transformation
 Source : KPMG

Taxes sur la masse salariale par province*



*Comprend la partie des cotisations des employeurs à l'assurance-emploi, les cotisations au RPC/RRQ et les charges sociales provinciales basées sur une rémunération de 50 000 \$. Exclut les cotisations à la Commission des accidents du travail

Source : KPMG

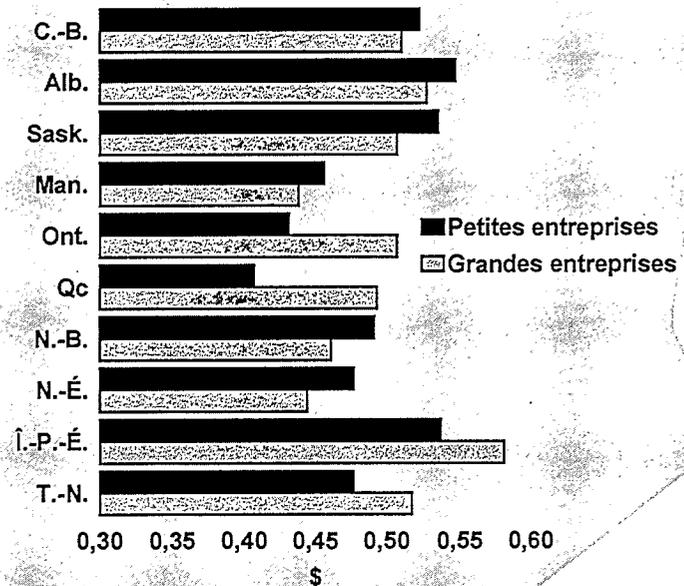
... de combler l'écart en matière d'innovation

Selon les résultats des analyses de l'OCDE, le Canada accuse du retard sur les États-Unis dans le domaine de l'innovation, malgré le traitement fiscal plus généreux de la R-D au pays.

Le coût après impôt de 1 \$ de R-D, bien que généralement faible, varie sensiblement d'une province à l'autre.

- Dans le cas des petites entreprises, il varie entre 40 cents au Québec et 55 cents en Alberta.
- Pour ce qui est des grandes entreprises, il varie dans une fourchette allant de 44 cents au Manitoba à 58 cents à l'Î.-P.-É.

Coût après impôt de la R-D*



*Coût après impôt de 1 \$ de R-D

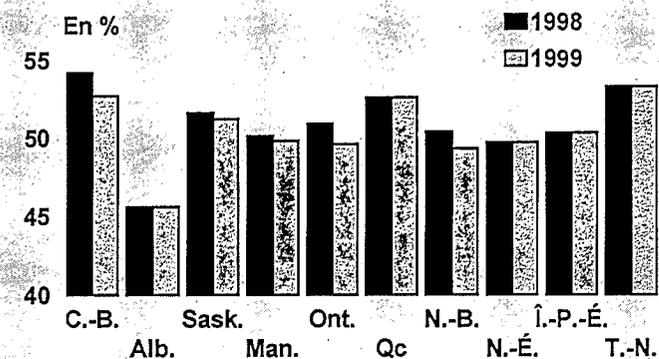
Source : Conférence Board du Canada, 1997 et 1998.

...de garder les travailleurs qualifiés

Les écarts entre les taux d'imposition du revenu des particuliers peuvent inciter les travailleurs du savoir, mobiles, de s'établir dans une province particulière.

C'est à Terre-Neuve, au Québec et en Colombie-Britannique que l'on observe les taux d'imposition du revenu des particuliers les plus élevés. C'est en Alberta que ce taux est le plus faible.

Taux d'imposition combinés du revenu des particuliers sur les salaires*



*S'appliquent généralement aux revenus supérieurs à 64 000 \$
Source : Deloitte & Touche, *Tax Breaks*, juin 1998





**L'état de l'économie du
savoir au sein des
régions canadiennes**

L'état de l'économie du savoir au sein des régions canadiennes - conclusion

Bien qu'il y ait un engagement certain des gouvernements face à la nouvelle économie et que l'on observe des progrès importants à l'échelle régionale un peu partout au pays, il n'en demeure pas moins que des écarts persistent encore en ce qui a trait à l'état des économies du savoir régionales.

- L'Ontario est bien positionnée pour tirer profit des possibilités offertes par la nouvelle économie - elle arrive en tête ou dans le peloton de tête pour ce qui touche la plupart des domaines liés à l'économie du savoir.
- Les provinces des Prairies ont réalisé récemment des progrès notables - particulièrement en ce qui concerne l'adoption de nouvelles technologies et le développement de leur infrastructure dans le domaine des technologies de l'information et des communications.
- Le Québec se compare favorablement aux autres provinces pour ce qui est de l'infrastructure technologique, mais la croissance récente des investissements a été lente, à la fois dans le domaine du capital humain et celui de la technologie.
- Les progrès peu importants réalisés par la Colombie-Britannique dans le domaine de l'innovation sont une autre source de préoccupation - ils s'expliquent en partie par la dépendance de la province à l'égard d'industries moins innovatrices.
- La région de l'Atlantique montre des signes clairs d'amélioration dans la plupart des domaines de l'économie du savoir, mais elle doit devenir plus innovatrice pour tirer pleinement profit des avantages de la nouvelle économie.

L'état de l'économie du savoir au sein des régions canadiennes - en un coup d'oeil

	Innovation	Capital humain	Mondialisation	Infrastructure des TIC*	Climat d'affaires
C.-B.					
Prairies					
Ontario					
Québec					
Atlantique					



Mène et s'améliore



En retard mais s'améliore



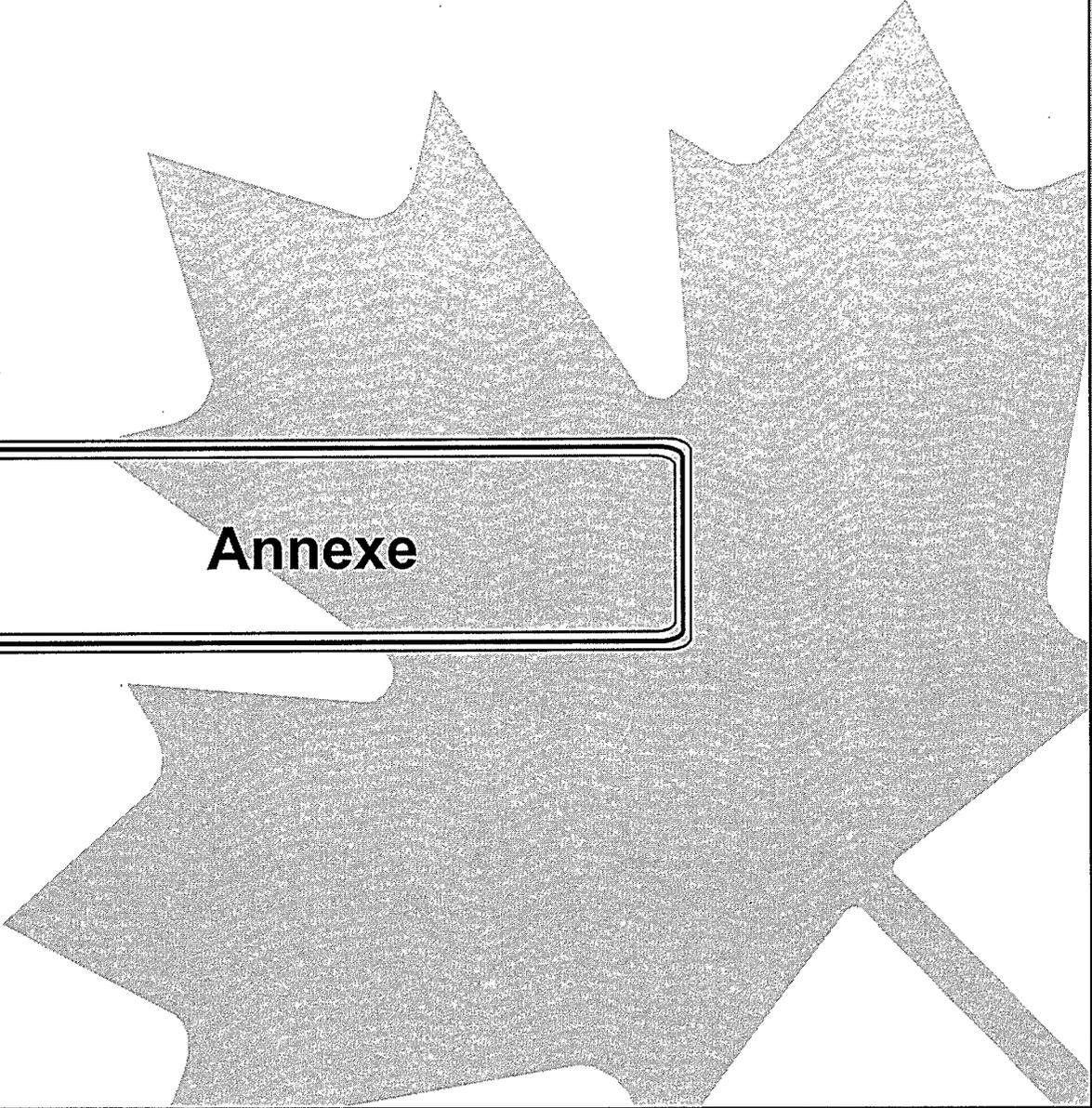
Mène mais perd du terrain



En retard et perd du terrain

*Technologies de l'information et des communications





Annexe

Indicateurs choisis de l'évolution de l'économie du savoir dans les provinces

	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc.	N.-B.	N.-É.	I.-P.-É.	T.-N.
										
<i>En %, à moins d'indication contraire</i>										
Production à forte concentration de savoir (en millions \$ 1992)	8 334	10 834	2 027	2 799	39 478	21 018	1 169	1 153	140	784
Taux de croissance annuel moyen (1984-1997)	4,7	5,7	4,6	4,5	4,4	3,6	2,6	1,7	5,3	1,6
Part de la production à forte concentration de savoir, secteur des entreprises, 1997	12,0	14,8	10,6	14,9	17,5	18,5	12,1	9,8	8,1	13,3
Investissement dans les M&E en pourcentage du PIB, 1997	5,6	7,9	7,4	5,9	7,2	5,5	4,7	7,6	3,9	4,4
Dépenses en R-D en pourcentage du PIB, 1995	0,5	0,5	0,2	0,3	1,3	1,3	0,3	0,2	0,0	0,1
Ouverture au commerce, 1997										
-Exportations plus importations en pourcentage du PIB	61,6	64,1	71,1	62,5	97,2	71,3	75,0	54,3	34,4	53,5
Travailleurs à forte concentration de savoir en proportion de la population active totale, 1997	49,7	48,7	42,1	43,6	49,7	53,8	45,6	53,9	45,5	51,2
Taux de rémunération horaire (en \$), 1997										
Travailleurs à forte concentration de savoir	19,46	17,47	16,28	16,20	19,21	17,69	15,36	14,71	14,16	15,40
Travailleurs à faible concentration de savoir	12,89	10,69	10,35	10,85	12,17	11,87	9,93	10,15	8,95	9,86
Connectivité										
Utilisation des ordinateurs par les ménages, 1997	42,7	43,0	32,9	31,9	40,7	27,7	25,3	26,9	21,6	25,1
Utilisation d'Internet par les ménages, 1997	17,6	14,9	8,9	11,7	15,3	8,2	10,9	10,2	7,8	10,1

Classification industrielle du secteur des entreprises

Il existe des entreprises à forte concentration de savoir et des entreprises à faible concentration de savoir dans toutes les industries. Cependant, en raison des contraintes imposées par les données à l'échelon régional, nous devons analyser la situation à l'échelle de l'industrie plutôt qu'à l'échelle des entreprises. La classification industrielle* utilisée ici porte sur les caractéristiques moyennes de l'ensemble des entreprises dans une industrie particulière et met en lumière le degré de concentration de l'activité du savoir au sein de cette industrie.

Dans notre analyse, nous portons notre attention sur la performance des industries du secteur des entreprises qui sont classées comme des industries à forte concentration de savoir. En examinant les industries qui présentent les caractéristiques de l'économie du savoir, nous obtenons une indication générale de la tenue de la nouvelle économie au niveau régional.

Forte concentration de savoir

- Équipement scientifique et professionnel
- Communication et autre matériel électronique
- Machines de bureau
- Aéronefs et pièces
- Services informatiques et services connexes
- Services de génie et scientifiques
- Produits pharmaceutiques, médicaments et autres produits chimiques
- Énergie électrique
- Machines
- Produits du pétrole et du charbon raffinés
- Services de conseils en gestion
- Transport par pipeline
- Autres services aux entreprises

Moyenne concentration de savoir

- Autre matériel électrique et électronique
- Autre matériel de transport
- Métaux de première transformation (non ferreux)
- Textiles
- Communication
- Produits du papier et produits connexes
- Extraction minière
- Plastique
- Métaux de première transformation (ferreux)
- Produits minéraux non métalliques
- Commerce de gros
- Pétrole brut et gaz naturel
- Fabrication de produits métalliques
- Véhicules automobiles et pièces
- Aliments
- Boissons
- Tabac
- Finance, assurances et services immobiliers
- Autres services publics
- Services liés à l'extraction minière
- Autres services
- Impression et édition
- Construction
- Services de divertissement et de loisir

Faible concentration de savoir

- Autres produits fabriqués
- Pêche et piégeage
- Bois
- Meubles et luminaires
- Exploitation forestière et foresterie
- Transport
- Entreposage
- Agriculture
- Commerce de détail
- Services personnels
- Services liés à l'extraction de carrière, de sable et minière
- Hébergement et services de restauration et de boisson
- Vêtement
- Cuir

* Lee, Frank C. et Handan Has, « Évaluation quantitative des industries à forte concentration de savoir par rapport aux industries à faible concentration de savoir », *La croissance fondée sur le savoir et son incidence sur les politiques microéconomiques*, Industrie Canada, 1996.

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions.
Vous pouvez nous joindre :

par lettre :

Serge Nadeau
Directeur général par intérim
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

*par courrier
électronique :
par téléphone :
ou par fax :*

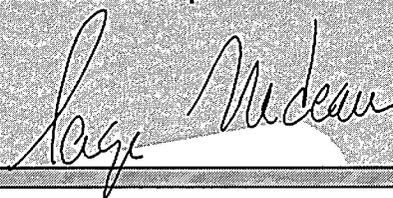
nadeau.serge@ic.gc.ca
(613) 954-3487
(613) 941-3859

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le *Moniteur micro-économique* présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Dave Dupuis, Joseph Macaluso et Karen Smith sous la direction de Shane Williamson.

Gary Sawchuk est le rédacteur en chef des rapports spéciaux figurant dans le *Moniteur micro-économique*. Cette fois-ci, le rapport spécial a été rédigé par Raynald Létourneau et Martine Lajoie, de concert avec Serge Nadeau. Le soutien au niveau de la présentation des deux sections du MME a été assuré par Caroline Farmer.

ISSN 1206-2618



O-3

QUEEN HC 111 .M514 1998 no.4
Canada. Industrie Canada. Di
Moniteur micro-économique

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



134530